

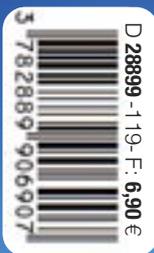
RAGAILLARDI PAR SES FINANCES, LE NORD RETROUVE LA VOIE DE L'INVESTISSEMENT P.24

Avril 2022

Éco121 (#119)

LE MENSUEL DES DÉCIDEURS DES HAUTS-DE-FRANCE

www.eco121.fr



Après le Brexit et le Covid, la guerre... Dans un climat économique dominé à nouveau par l'incertitude, les entreprises régionales font le dos rond. L'inflation est désormais leur première préoccupation.

UNE ÉCONOMIE RÉGIONALE RÉSILIENTE FACE À LA GUERRE

Dossier

- SOLIDARITÉ : UNE MOBILISATION EXCEPTIONNELLE - P.14 •
- UN IMPACT GLOBAL ENCORE FAIBLE MAIS DES GROUPES DANS LA TOURMENTE - P.16 •
- L'AGRICULTURE, PREMIÈRE VICTIME COLLATÉRALE - P.18 •
- LAURENT DEGENNE (FRSEA) : "LE NIVEAU D'INCERTITUDE N'A JAMAIS ÉTÉ AUSSI ÉLEVÉ" - P.20 •

AMIENS : 148 M€ POUR MODERNISER L'USINE GOODYEAR P.29

A RONCQ, PROFITEZ DES DERNIÈRES DISPONIBILITÉS

VINCI
IMMOBILIER

POUR INVESTIR DANS UN PATRIMOINE DE QUALITÉ

NOUVEAU VISITE DE NOTRE APPARTEMENT TÉMOIN DÉCORÉ SUR RDV

2 PIÈCES

JARDIN TERRASSE
PARKING SOUS-SOL
À PARTIR DE

186 000 €

Lot LA001**

Prêt
à Taux
Zéro%

PINEL

ACTABILITÉ IMMÉDIATE LIVRAISON 4^{ÈME} TRIMESTRE 2022

AU 31 RUE DE LA LATTE À RONCQ, DANS UN ENVIRONNEMENT VERDOYANT
PROCHE DU CENTRE-VILLE ET DES GRANDS AXES DE LA MÉTROPOLE LILLOISE

APPARTEMENTS NEUFS DU 2 AU 4 PIÈCES*

BALCON, TERRASSE OU JARDIN* - PARKING SOUS-SOL SÉCURISÉ - JARDIN PAYSAGER

Informations & rendez-vous

0 800 124 124 Service & appel
gratuits

www.vinci-immobilier.com



Natur' & Sens
RONCQ

AU PLUS PRÈS DE VOS ESSENTIELS

*Selon plan et dans la limite du stock disponible. **Prix valable dans la limite du stock disponible. La surface est donnée à titre indicatif, seule celle indiquée sur le plan de vente annexé au contrat de réservation est contractuelle. [1] Le Prêt à Taux Zéro Renforcé (PTZ+) permet de financer une partie du prix d'acquisition d'une résidence principale neuve (hors frais de notaire), sans les intérêts, ceux-ci étant pris en charge par l'État. Sous réserve d'acceptation du dossier par un organisme bancaire, cette aide est accordée aux personnes n'ayant pas été propriétaires de leur résidence principale depuis au moins deux ans. Sous réserve de respecter les conditions fixées aux articles L 31-10-1 et suivants et R 31-10-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation et aux conditions du décret n°2015-1813 du 29/12/2015, de l'arrêté du 1er août 2014 pris en application de l'article R 304-1 du Code de la Construction et de l'Habitation et du décret n° 2015-1301 du 16/10/2015, le montant du prêt dépendant du niveau de revenus, de la composition du foyer fiscal, de la localisation géographique du bien. Conditions disponibles sur simple demande. [2] Loi Pinel : l'article 5 de la loi n° 2014-1654 du 29 décembre 2014, dit « Dispositif Pinel » permet une réduction d'impôts dont le montant dépend de la durée de l'engagement de location pris par l'acquéreur. La réduction d'impôt varie de 12 à 21%. Cette réduction s'applique aux logements respectant certaines conditions disponibles auprès de nos conseillers commerciaux, sur le site internet www.vinci-immobilier.com. L'éligibilité au Dispositif Pinel n'est pas garantie par VINCI Immobilier dès lors que les conditions d'application sont belges et vérifiées par l'administration fiscale. Le non-respect des engagements de location entraîne la perte du bénéfice des incitations fiscales. Investir dans l'immobilier comporte des risques. Consultez le site www.vinci-immobilier.com pour en savoir plus. VINCI Immobilier Résidentiel 435 166 285 RCS Nanterre - SNC au Capital Social de 1 500,00 € - N° SIRET : 435 166 285 00047 - 59 rue Yves Kermen 59200 Boulogne (Bilancourt, Immatriculation ORIAS N°130 06 782. Les illustrations contenues dans ce document sont une libre interprétation du projet élaboré par l'artiste. Les caractéristiques présentées dans ce document ne sont pas définitives et sont susceptibles d'être modifiées en fonction des contraintes techniques financières administratives ou réglementaires imposées à VINCI Immobilier, notamment lors de l'instruction des autorisations de construire. Les plans et propositions d'aménagement sont figurés à titre d'exemple - les appartements sont vendus et livrés non aménagés et non meublés. Document, illustrations d'ambiance et photographies non contractuels.

4-11

Tendances

- P&O : licenciés par vidéo...
- Le baromètre du mois

12-21

Grand Angle

- Ukraine : quel impact pour notre économie ?
- L'agriculture, première victime collatérale

22-37

Territoires

- L'Artésienne s'adjuge l'Imprimerie centrale de Lens



- Logistique : mariage annoncé entre Log's et Deret

38-43

Entreprendre

- Yannick Sené détient les clés du redressement de Tub 2000
- Grâce au crédit carbone, TerraTerre favorise une agriculture plus durable

46-48

Détente

- Nature soufflée, au Musverre de Sars-Poterie
- Gastronomie : Les Hauts de Lille, du visuel, du visuel, rien que du visuel...

édito

La fin de la mondialisation heureuse

C'est en 1999 qu'Alain Minc publie son livre au titre joliment trouvé.

« *La Mondialisation heureuse* » renvoie alors à la division internationale du travail qui permet l'enrichissement de populations entières et la création de classes moyennes à l'autre bout du monde, tout en offrant en retour des biens très bon marché aux consommateurs occidentaux. Cette approche irénique semble bien relever d'un autre siècle voire d'un autre millénaire, aujourd'hui.

Entre temps, Al Qaida a mis à terre les Twin towers, ouvrant une période de trouble et de chaos au Moyen-Orient, en Afghanistan, maintenant en Afrique. Pendant ce temps, la spectaculaire réussite économique chinoise s'est accompagnée d'un processus de désindustrialisation très puissant dans notre pays, même si la tendance semble enfin au rebond. Elle s'est accompagnée aussi d'une mise sous le boisseau de la population chinoise, avec l'aide du numérique, arme fatale des dictatures pour le contrôle total. Puis début 2020, la crise mondiale de la Covid a enfoncé un nouveau coin dans ce que l'universitaire canadien Mc Luhan appelait « *le village*

planétaire ». L'incroyable facilité à voyager et à commercer dans le monde s'est trouvée grippée dans les mailles de la lutte contre le virus. Même si l'on sort peu à peu, non sans difficulté, de cette période de contraintes jamais vues, le retour à la situation *ex ante* n'est pas de mise. D'autant que le changement climatique est désormais une toile de fond permanente dans la vie de l'humanité.

Retour de l'idée européenne

Comme si cela ne suffisait pas, voici que le nouveau petit père des peuples Vladimir Poutine déterre la hache de guerre (sale). S'asseyant sur l'intangibilité des frontières, le droit international et celui de la guerre, il envoie ses tanks et ses bombes thermodarques sur l'Ukraine, n'hésitant pas à ravager les populations civiles. Outre l'horreur humaine de cette stratégie de la terre brûlée, l'impact de cette agression à grande échelle sera très fort pour l'avenir : inflation, pénuries, crise alimentaire, insécurité géopolitique. Si la mondialisation béate apparaît donc comme un souvenir, au moins se réjouira-t-on du retour en force de l'idée européenne, si tant est qu'elle ne masque pas un nouvel adossement à la puissance américaine.

OLIVIER DUCUING
Directeur de la rédaction



Photo © Laurent Scavone

Cette publication contient pour certains destinataires un document d'une page pour Bignon Lebray / un document d'une page pour QuinteSens

À propos d'Eco121

Notre magazine est édité par la société Ecopresse. Celle-ci est détenue par trois collèges d'actionnaires représentatifs de l'économie des Hauts-de-France. Le principal pool, de 56%, est constitué de 35 chefs d'entreprises.

Le deuxième collègue, financier, rassemble Finorpa, Nord Création et le CEHDF qui contrôlent 33% des parts.

Le dernier bloc est détenu par la Voix du Nord (11%) au titre du collègue professionnel. L'indépendance éditoriale du journal est garantie par une charte signée par la totalité des actionnaires.

Multicanal, Eco121 est également présent sur le web (www.eco121.fr) où il diffuse un flux régulier d'actus, sur LinkedIn et sur twitter (@eco121).

www.eco121.fr

Éco121

est édité par Ecopresse, SAS au capital de 162 KC
Siret 528 819 485 00038
Siège social : Ecopresse - Parc Riveo 300 rue de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille
Tél. : 03 55 33 21 05
redaction@eco121.fr
www.eco121.fr

Directeur de la publication
Olivier Verley
Directeur de la rédaction
Olivier Ducuing
Journalistes
Julie Kiavué
Guillaume Roussange

Ont participé à ce numéro
Arnaud Lefebvre
Didier Nicolas
François Prillieux

Publicité
La Voix Médias
Tél. : 03 20 78 42 34
contact@lavoixmedias.com
Secrétariat général
Krisztina Bonieux
Tél. : 03 55 33 21 05
Directeur artistique
Grégory Leduc
Imprimeur
La Presse Flamande, rue du milieu 59190 Hazebrouck
ISSN : 2109-3792
Dépôt légal : à parution



4 Mds€

2021 a été l'année de « *la mobilisation exceptionnelle* » pour faciliter et renforcer la reprise de sortie de crise pour Bpi Hauts-de-France. Celle-ci a soutenu 5 150 entreprises à hauteur de 1,7 Md€, permettant de mobiliser 4 Mds€ de financements publics et privés. 514 M€ de crédit ont été injectés dans 580 entreprises l'an dernier, et le financement de l'innovation a représenté un total de 345 M€ répartis entre 487 sociétés nordistes. Enfin, Bpi a accompagné 385 entreprises à l'export avec une enveloppe globale de 223 M€.



VOTRE TOP 5

Les actus les plus lues sur notre site eco121.fr

- [1] Logistique : Log's et Deret se rapprochent
- [2] Log's veut acheminer 400 emplois à Wattrelos
- [3] La Redoute bientôt dans le giron des Galeries Lafayette
- [4] Alive Groupe reprend le leader des écrans led sur remorque
- [5] 2021 année record pour la Caisse d'Epargne Hauts de France

Déchets sous observation

La Région et l'Etat, notamment l'ADEME, annoncent la création de l'ODEMA - l'observatoire déchets-matières des Hauts-de-France. L'outil, unique en son genre, aura pour but de prévenir et d'améliorer la gestion (très coûteuse) des déchets et des matières pour *in fine* optimiser leur valorisation. « *L'ODEMA permettra d'accompagner une vision de long terme d'un modèle de développement régional sobre en ressources* », indique le Conseil régional. C'est le centre ressources développement durable (CERDD) qui portera cette nouvelle mission.

Reconnaissance mondiale

Moins d'un an après son ouverture, le complexe de multi-activités d'intérieur Hall U Need vient d'être élu « *Meilleur nouveau complexe de loisir* », parmi plus de 50 participants mondiaux.



Une récompense décernée par des spécialistes internationaux du loisir pour le magazine américain *Bowling Center Management*. Ont été évalués la qualité des équipements et des activités de ce lieu de 7 000 m², mais aussi son identité visuelle ou encore son design intérieur. Basé à Saint-André-lez-Lille, Hall U Need, fondé par Cyril Parenna, vise un déploiement au national et en Europe dès 2023.



Un « tout électrique » divergent

Odoxa et BMW Groupe France ont passé au crible la mobilité des Lillois. 53% d'entre eux envisageraient de céder au véhicule électrique si le territoire était mieux équipé en bornes de recharges. Tout comme le reste des habitants des Hauts-de-France. En revanche, en ce qui concerne le passage au 100% électrique et la fin du thermique à horizon 2035, les avis divergent. Si 56% des Lillois y sont favorables, 54% des autres habitants de la région se disent en revanche opposés.

« AI SCHOOL FOR BUSINESS »

Tel sera le nom de la nouvelle école de Skema. Sa mission ? « *Préparer les managers de demain à travailler dans des environnements et des métiers basés sur l'intelligence artificielle* », répond l'établissement dirigé par Alice Guilhon. L'AI School for business se reposera sur un centre de recherche, baptisé l'« *AI for Sustainable Value* », lui aussi bientôt créé.

Skema ne s'arrête pas là. Et annonce également la création d'une école de géopolitique dans l'année à venir. Elle offrira aux étudiants qui le souhaitent une spécialisation diplômante et irriguera l'ensemble des formations de l'école (BBA, PGE, MSc) dès 2023.



**LE 1^{ER} FONDS TERRITORIAL
DE CAPITAL TRANSFORMATION**



**Un fonds d'investissement d'entrepreneurs
engagés pour la transformation
des entreprises du territoire**



NOTRE OBJECTIF :

Aider les entreprises de plus de 20M€ de Chiffres d'Affaires à rester ou devenir les leaders de demain en étant associés pendant une période de 5 à 7 ans.

CONTACT :

Laurent DESWARTE
03 59 30 20 11
ldeswarte@irdgestion.fr
www.groupeird.fr



Top

PORTS DE LILLE : RECORDS ACCUMULÉS EN 2021



Tous les voyants sont au vert au sein de l'ensemble portuaire lillois. Il a en effet battu tous ses records l'an dernier, clôturant son exercice avec un trafic global dépassant les 9 millions de tonnes. Soit un volume en hausse de 21% et de 11,5% par rapport à 2020 et 2019 respectivement. Les trois modes de transport ont enregistré un record. Le fluvial réalise un bond de 12% sur un an pour s'établir à 2,29 Mt, le ferroviaire +40% (572 000 tonnes) et enfin la route +23,2% (6,22 Mt). Ports de Lille s'en réjouit : ce sont près de 170 000 camions qui ont ainsi pu être évités sur nos routes en 2021. Côté conteneurs, l'évolution est très positive avec plus de 309 300 EVP (+20,1%). Là aussi, un record. Le port intérieur prépare actuellement son programme d'investissement pour les 5 à 6 prochaines années. Il devrait avoisiner les 40 M€ selon le binôme à la tête de l'établissement, le président André-Paul Leclercq et Alain Lefebvre, Dg.

Flop

P&O : LICENCIÉS PAR VIDÉO

C'est peu dire que la méthode a fait scandale outre-Manche. La direction de la compagnie transmanche P & O, filiale du groupe dubaïote DP World, qui opère notamment trois navires entre Calais et Douvres, n'a rien trouvé de mieux qu'une vidéo pour annoncer à 800 marins britanniques leur licenciement sur le champ. Et leur remplacement par une centaine de marins colombiens, bien moins chers et une quarantaine d'intérimaires, de quoi diviser par deux les coûts d'équipage. « *Je suis désolé de vous informer que votre contrat de travail prend fin aujourd'hui. Votre dernier jour de travail est aujourd'hui* », a annoncé dans une vidéo soviétique un manager du groupe. Ce dernier justifie cette mesure par la situation économique très difficile de P&O, qui a perdu 100 M£ sur plusieurs années. Néanmoins, la méthode a ulcéré le personnel comme la classe politique britannique qui entendait demander des comptes à l'entreprise. Boris a annoncé saisir la justice.



"Auchan, Renault, Leroy Merlin et les autres doivent cesser d'être les sponsors de la machine de guerre de la Russie"

l'appel brut de décoffrage de

Volodymyr Zelensky

président de l'Ukraine, en visio devant le parlement français, le 23 mars.

« Il n'y a pas de raison à condamner nos équipes russes pour une guerre qu'elles n'ont pas choisie. Et fermer serait un abandon, considéré comme une faillite préméditée, donnant lieu à des expropriations »

la réponse au président ukrainien de

Philippe Zimmerman

DG d'Adeo, maison mère de Leroy-Merlin dans une interview dans la Voix du Nord du 24 mars.

“La French Tech exprime notre résilience. Mais aussi notre ambition de réunir public et privé pour développer notre territoire”



Sam Dahmani,
Dg délégué French Tech Lille, lors de l'inauguration du French Tech Central Lille à Euratech.



« La hausse générale des prix, cumulée avec le début du remboursement des PGE, constitue une véritable bombe à retardement pour les entreprises du bâtiment »

Loïc Lelu,
président de la Fédération du bâtiment (FFB) de l'Oise.

« Les industriels commençaient à s'en sortir. La crise russo-ukrainienne



est un véritable coup de bambou pour eux !”
Yannick Da Costa,
directeur régional Bpifrance Lille, lors de la présentation des résultats 2021.

"J'applaudis aussi les groupes occidentaux qui s'amputent de leurs activités russes sans attendre. Pour éviter une troisième guerre mondiale à tout prix, soyons prêts à perdre à court terme. "

L'ancien patron de Banque Accord (devenue Oney Bank) et actuel dirigeant de Lemonway,

Damien Guermonprez

Sur Twitter

"Pendant ces deux années sans macaron, les + incertaines que nos métiers aient connues, notre bonne ☆ nous

a donné la force de continuer à défendre nos valeurs. L'étoile est revenue, tant mieux pour l'engagement de mes équipes. Je suis fier d'elles."

Florent Ladeyn
cité par **Hélène Reitzaum**
de la mission attractivité Hauts-de-France.

« Les Grands Moulins de Paris sont restés des années sans solution. Histoire & Patrimoine a été cette solution ! »

Rodolphe Albert,
président du développeur immobilier parisien, le 24 mars lors de l'inauguration des anciennes friches réhabilitées en 246 logements à Marquette-lez-Lille.

• **6 - 8 avril :** « Plaine Images Xpérience : apport des industries créatives à l'innovation et à la transformation de tous les secteurs économiques », Plaine Images

6 - 8 avril : Fashion Green Days « Mode & Vivant », présentiel (mairie de Tourcoing) et distanciel

7 avril : 1er Job Dating du Parc Eurasanté, Usine École - bât. XY, Loos, 9h - 19h

28 avril : Soirée de levée de dons « Lille pour le Bien Commun », Cité des Echanges, 19h

28 avril : Webinaire IA et Communication, CITC

5 mai : Rencontres Entreprises et Territoires Amiens, Mégacité, 9h - 17h

PORTRAITS **express**

ROSSEL FRANCE

David Guévart

Un pur produit Rossel à la tête du Courrier Picard

David Guévart prend la direction générale et la direction de la publication du Courrier Picard et de Paris Normandie, en lieu et place de Jean-Dominique Lavazais, qui occupait ce poste depuis sept ans.



Agé de 47 ans, journaliste de formation, David Guévart a réalisé la quasi totalité de sa carrière au sein du groupe Rossel. Il démarre ainsi à Nord Eclair avant de devenir rédacteur en chef de la Voix de l'Ain puis de prendre la responsabilité de l'édition de sept hebdomadaires du groupe en Normandie. Ce père de trois filles connaît bien le Courrier Picard pour en avoir été rédacteur en chef délégué puis rédacteur en chef entre 2010 et 2015, avant de prendre la direction générale de Nord Littoral, son dernier poste.

LA REDOUTE

Philippe Berlan

Un Mines-Paris aux commandes

Philippe Berlan, 58 ans, est le nouveau visage de La Redoute. Celui qui était jusqu'alors Dg adjoint chargé du commerce est promu suite au rachat total du vêpéciste roubaisien par Galeries Lafayette (qui détenait 51% du capital). Il succède au duo dirigeant Nathalie Balla et Eric Courteille, co-présidents depuis 2014, qui quittent leur poste pour "poursuivre de nouveaux projets personnels".



Diplômé de l'École des Mines de Paris, Philippe Berlan affiche une solide expérience de plus de 25 ans, forgée dans les secteurs du commerce et de la distribution. Ce spécialiste de l'offre et du retail a occupé des fonctions de direction au sein du groupe Casino, Petit Bateau ou encore Lancel. Il rejoint La Redoute en 2012, d'abord aux commandes des marques internes mode et maison, avant de prendre la tête de l'offre commerciale un an plus tard.

Mouvements

> CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE

A 42 ans, **Alycne Delannoy** devient le nouveau directeur Benelux de l'Ecureuil. Diplômé en finance d'entreprise et ingénierie



financière, il commence sa carrière à la Caisse nationale des caisses d'Épargne en 2004 comme chargé de mission au cabinet du président. Quatre ans plus tard, il rejoint le Crédit Foncier en tant que chef de cabinet du Dg. Il occupera par la suite diverses fonctions de direction ; développement durable, planification stratégique, affaires internationales puis stratégie. Depuis 2019, il assurait la direction de la stratégie et des nouveaux développements de la Caisse d'Épargne régionale.

Ce poste sera désormais occupé par **Frédérique Baledent-**



Patte, 44 ans. Elle fait ses premières armes chez BNP Paribas, avant de rejoindre la Caisse d'Épargne Picardie en 2003. Cinq ans

plus tard, elle prend la tête du département professionnels de l'immobilier. Après plusieurs fonctions de direction dès 2012, elle est nommée directrice du Centre d'affaires du Beauvaisis en 2020, son dernier poste.

> HÔPITAL LA LOUVIERE

A 44 ans, **Antoine Amiot** est nommé directeur de l'hôpital privé



La Louvière à Lille. Un établissement du groupe Ramsay qui prend en charge en médecine, chirurgie et oncologie.

Ingénieur de l'INPG de Grenoble et maître en management général hospitalier, Antoine Amiot débute chez Suez Environnement comme ingénieur en hydraulique fluvial (2001). Avant de devenir responsable technique chez Veolia Eau (2004), puis directeur d'agence (2007) et directeur département de la Nièvre (2010). Il rejoint le secteur de la santé trois ans plus tard comme directeur adjoint de la polyclinique de Limoges. Depuis 2015, il était à la tête de la filière sanitaire de la Mutualité française Loire (Aésio Santé).

> EURIC

Olivier François, 66 ans, prend



la présidence de l'Euric, la fédération européenne des industries de recyclage. L'ingénieur chimiste

est par ailleurs responsable du développement au national du groupe belge Galloo Recycling, numéro 3 du recyclage industriel en France, basé entre Menin et

Halluin. Il est chargé des nouvelles activités et des affaires environnementales. Depuis 2020, il était vice-président de l'Euric.

> GROUPE LDEV

Carole Dessaint est élue



présidente du groupe Ldev, actionnaire des sociétés Logis Métropole et Ldev. Elle succède à

Richard Nowik qui conserve son titre de président d'honneur Logis Métropole. Cette Edhec de 57 ans est associée du cabinet de conseil EY depuis 2002. Elle a notamment occupé les fonctions de commissaire aux comptes et responsable de l'activité "assurance" du bureau lillois. Dans la MEL, Logis Métropole dispose d'un parc de 7 500 logements et emploie 105 collaborateurs.

> BLANCHEMAILLE

Matthieu Barlet prend la tête de l'accélérateur incubateur roubaisien Blanchemaille



d'Euratechnologies. Il succède à Samuel Tapin qui se lance désormais dans le conseil en entrepreneuriat.

Après un master en droit international à l'Université de Lille et à X-HEC Entrepreneurs, Matthieu Barlet débute chez le bancassureur parisien ACMN Vie comme attaché de direction

(2002). Il rejoint par la suite le Crédit Mutuel Nord Europe comme responsable filière épargne salariale puis du pôle banque en ligne. Après 4 ans à la Caisse d'Épargne Hauts de France dès 2010, où il a notamment dirigé le pôle banque des entreprises Benelux, il intègre Euratechnologies. D'abord comme responsable de l'incubateur Agrotech de Willems (2019), puis du FALC - FinTech, AssurTech, LegalTech, Cybersécurité.

> ARROW IMMOBILIER

Gonzague Sion est nommé



directeur commercial du département locaux d'activité et entrepôts chez Arrow Immobilier. Diplômé de Skema,

il a débuté sa carrière chez Nocibé. Après six ans à différentes fonctions, il s'est orienté vers le métier de consultant en immobilier d'entreprise, avant d'intégrer Arrow Immobilier en 2016. A son nouveau poste, il a vocation à la fois à étendre le portefeuille clients mais aussi à développer le périmètre d'activité au-delà du territoire de la MEL.



**WILLY
NAESSENS**
Bâtiments Industriels

Complexes industriels

Plateformes logistiques

Surfaces commerciales

Bâtiments pour PME

Bureaux



ZI Moulin | 19 rue des Archers | 62450 BAPAUME

www.willynaessens.fr | info@willynaessens.fr | Tél. 03 21 60 00 70

Abonnez-vous en ligne
sur www.eco121.fr !

1 AN
64,90€

📞 INFOS 03 55 33 21 05



Éco121

BULLETIN D'ABONNEMENT



OUI, je m'abonne au magazine Éco121 pour une durée de :

- 1 an (10 n°) au prix de **64,90€**
 2 ans (20 n°) au prix de **94,90€**

☛ **Abonnement multiple :** nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

- Par chèque :** à l'ordre d'Ecopresse
 Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM _____ PRÉNOM _____

SOCIÉTÉ / ORGANISATION _____

ADRESSE _____

_____ CODE POSTAL _____

VILLE _____ TÉL. _____

E-MAIL _____

Ecopresse - Parc Rivéo - 300 rue
de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille

TAUX DE CHÔMAGE

9,7% en Hauts-de-France.
(-1,2% sur un an)

(Fin 2021 - Source DREETS)

NOMBRE DE DEMANDEURS D'EMPLOI

544 010 (-5,8% sur un an)

(fin 2021 - Source DREETS)

LE BAROMETRE ECO121

CRÉATION D'ENTREPRISES EN RÉGION

62 400 en 2021
+21% sur un an.

(Source Insee)

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

391 liquidations
96 redressements judiciaires

en 2021

(Source Tribunal de commerce de Lille Métropole)

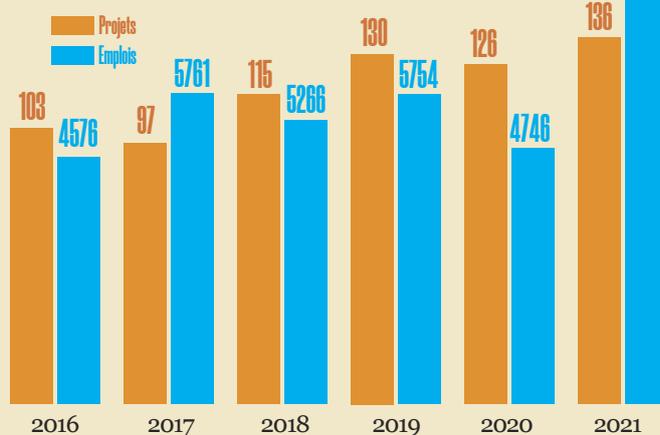
INTÉRIM

+10,1% dans les Hauts-de-France,
en janvier 2022 par rapport à janvier 2021.

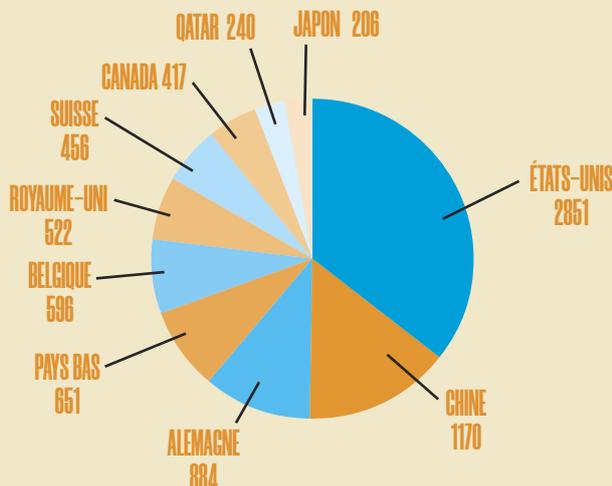
(Source Prism'Emploi)

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS EN HAUTS-DE-FRANCE

UNE EXPANSION FORTE DEPUIS 6 ANS



RÉPARTITION DES EMPLOIS GÉNÉRÉS PAR NATIONALITÉ DES PROJETS



IMMOBILIER DE BUREAUX

LILLE MÉTROPOLE

275 000 m²

placés en 2021 (vs 138 700 m²
en 2020 / 264 300 m² en 2019)

(Source OBM)

AUJOURD'HUI, UNE ÉQUIPE ENGAGÉE DEMAIN, UNE ENTREPRISE TRANSFORMÉE

Parce que nos clients entreprises ont, eux aussi, à cœur de s'engager dans la transition sociale et environnementale, nous leur proposons une gamme complète de produits et services, pour les accompagner et accélérer leur transformation : mesure de l'empreinte carbone, solutions d'économie d'énergie, offres de prêt dédiées*.



* Deux prêts sont proposés et offrent des conditions avantageuses aux entreprises. Le prêt à impact positif, d'un montant supérieur à 500 000€, finance tout projet d'investissement sous réserve d'une évaluation de la maturité RSE de l'emprunteur. Le prêt transition environnementale, d'un montant inférieur à 2M€, permet de financer des initiatives respectueuses de l'environnement et du développement durable. Sous réserve d'acceptation de votre dossier par votre banque.

Pour en savoir plus, contactez votre conseiller entreprise ou consultez notre site internet.

Crédit du Nord
Une banque du groupe Société Générale



UNE ÉCONOMIE RÉGIONALE RÉSILIENTE

Après le Brexit et le Covid, la guerre... Dans un climat économique dominé à nouveau par l'incertitude, les entreprises régionales font le dos rond. L'inflation est désormais leur premier point d'inquiétude, mais l'impact du conflit semble pour l'heure assez limité à quelques entreprises et quelques secteurs à commencer par l'agriculture. Tandis que la solidarité des milieux économiques se déploie pour l'Ukraine.

TEXTE Olivier Ducuing

FACE À LA GU

Dossier

- SOLIDARITÉ : UNE MOBILISATION EXCEPTIONNELLE - P.14 ●
- UN IMPACT GLOBAL ENCORE FAIBLE MAIS DES GROUPES DANS LA TOURMENTE - P.16 ●
- L'AGRICULTURE , PREMIÈRE VICTIME COLLATÉRALE - P.18 ●
- LAURENT DEGENNE (FRSEA) : "LE NIVEAU D'INCERTITUDE N'A JAMAIS ÉTÉ AUSSI ÉLEVÉ" - P.20 ●

L'Ukraine et la Russie sont des exportateurs majeurs de céréales à commencer par le blé, dont ils pèsent 30% du commerce mondial. Les cours se sont enflammés dès le premier jour de l'invasion. Avec de lourdes conséquences pour les filières animales.

1 6 mars 2020 : Emmanuel Macron annonce dans un discours mémorable que la France entre « en guerre » contre la Covid et le monde entier découvre le grand confinement. S'ensuivront deux années de dysfonctionnements complets de notre économie qui, au final, s'en relevait plutôt bien. Toutes les notes de conjoncture confirmaient début 2022 une belle reprise, même si celle-ci s'accompagnait d'une montée des prix. Mais c'était compter sans Vladimir Poutine. Le 24 février 2022, le maître du Kremlin envoyait ses tanks envahir l'Ukraine, avant de lâcher des tapis de bombes meurtrières détruire les infrastructures mais aussi des cibles civiles à la stupéfaction du monde entier. Nous laisserons la géopolitique aux experts. Mais quel sera l'impact pour notre économie ? Le 28 février, la Banque de France Hauts-de-France et la CCI de région présentaient un bilan sur l'année 2021 et surtout des perspectives plutôt favorables pour 2022.

Devenues entièrement caduques en quatre jours seulement. Car même si globalement, la Russie et l'Ukraine ne sont pas des pays économiques de première importance, la guerre produit déjà des effets. Directs comme les sanctions adoptées contre la Russie, et qui interdisent certaines activités commerciales, et très immédiates aussi pour les entreprises implantées sur place parmi lesquelles quelques grands noms régionaux (lire ci-après).

Mais surtout indirectes : la Russie est le deuxième producteur mondial de pétrole, elle contrôle 29% du blé mondial, associée à la production ukrainienne. Et 40% des engrais azotés. Elle est aussi premier producteur mondial de palladium, indispensable pour les pots d'échappement, numéro deux du nickel, majeur pour les batteries électriques, ou de l'aluminium. Moins connue, l'assemblage de câbles pour l'industrie automobile et ferroviaire est une spécialité ukrainienne, dont les difficultés rejaillissent aujourd'hui sur l'aval des filières.

ERRE

LA GUERRE EN UKRAINE ET LES SANCTIONS CONTRE LA RUSSIE VONT AFFECTER L'ÉCONOMIE FRANÇAISE VIA PLUSIEURS CANAUX DE TRANSMISSION



Source : BPI France

> Dossier



Sept sites logistiques ont été déployés dans toute la région pour concentrer les dons des entreprises. Ici à Dourges, le groupe Bils-Deroo a mis à disposition des capacités de sa plateforme Simastock pour cette opération pilotée par la CCI.

Dépendances

Une dépendance assez large donc, qui s'est traduite très rapidement par l'envolée des prix et des craintes de pénuries. Or la hausse des matières premières et de l'énergie avait déjà plombé les marges dans nombre de secteurs. L'agriculture se trouve en tête de liste des secteurs ébranlés par la nouvelle situation avec un niveau d'inquiétude inégalé (lire p.18 et suivantes).

« L'an dernier, on a déjà subi une hausse de 30% sur les matières premières », pointe la dirigeante d'un groupe régional spécialisé dans les résines qui s'attend cette année à des poussées de prix tous azimuts et s'inquiète de sa capacité à les répercuter. Une fonderie du Nord envisageait de stopper sa production face à des hausses de l'énergie trop fortes. Plusieurs entreprises électro-intensives (telles Nyrstar ou Aluminium Dunkerque) avaient du reste déjà décidé en fin d'année des mesures de chômage partiel pour éviter de prendre de plein fouet l'envolée des prix. Le monde du transport routier, pour lequel les carburants pèsent plus du quart des charges, a vu venir très vite, lui aussi, un effet ciseau dévastateur. « La guerre n'est qu'un accélérateur d'un phénomène d'inflation sur différents postes dont l'énergie, qu'on avait déjà enregistré au second semestre 2021. Mais il y a eu accélération phénoménale », note Olivier Arrigault, secrétaire général de la fédération du transport routier. Devant la forte mobilisation des professionnels, et le blocage d'un certain nombre de dépôts pétroliers, l'Etat a rapidement lâché du lest à travers un plan de résilience. Une libéralité facilitée par l'Union Européenne qui a annoncé mettre en place des dérogations exceptionnelles aux procédures d'aide aux entreprises en difficulté. « Nous devons atténuer les conséquences économiques de cette guerre et soutenir les entreprises et les secteurs durement touchés et agir de manière coordonnée », a déclaré la commissaire à la Concurrence, Margrethe Vestager. Le gouvernement accorde ainsi une aide qui

“La guerre n'a été qu'un accélérateur d'un phénomène d'inflation”

Olivier Arrigault,
FNTR

LES MILIEUX ÉCONOMIQUES TRÈS MOBILISÉS POUR L'UKRAINE

Dès les premiers jours du conflit, une vaste mobilisation s'est opérée pour acheminer des produits de première nécessité vers l'Ukraine, plongée dans une crise humanitaire majeure, ainsi que les zones frontalières noyées sous un flux de réfugiés jamais vu depuis la seconde guerre mondiale. La CCI de région associée au conseil régional des Hauts-de-France s'est très rapidement lancée, à travers des relations privilégiées avec la Silésie, région polonaise jumelée avec la nôtre, où sont acheminés les camions. Baptisée « Solidarité Ukraine Entreprises Hauts-de-France », l'initiative vise à réunir de la part des entreprises des produits de première nécessité mais aussi un appui logistique en matière d'acheminement des marchandises. Trois à quatre premiers camions de 38 tonnes devaient prendre la route la dernière semaine de mars. L'opération est coordonnée par la CCI et parrainée par Francis Ciuch, figure bien connue de la logistique régionale. « Petit-fils d'Ukrainiens, cette opération me tient particulièrement à cœur. Je suis très touché de mettre à disposition mon expertise et le savoir-faire de mon entreprise au service de cette belle cause », explique-t-il. Le conseil régional s'est engagé à contribuer au financement du transport vers l'Ukraine et a voté une délibération de 200 K€ en ce sens.

Sept pôles logistiques ont été déployés en région afin d'assurer un maillage équilibré de la collecte.

Les entreprises peuvent y déposer des dons (palettes complètes), sur rendez-vous, avec un seul point d'entrée :

solidarite-ukraine@hautsdefrance.fr

ou le numéro d'appel suivant : **03 20 63 79 00.**

Attention à bien vous conformer à la liste de dons souhaités pour éviter de parasiter les flux avec des produits inutiles ou inadaptés. Quatre catégories de biens sont privilégiées : l'alimentaire sec, les produits bébé, les produits d'hygiène, et les produits calorifiques.

La liste est à consulter sur le site web de la CCI :

hautsdefrance.cci.fr/solidarite-ukraine ■

peut monter à 1 300 euros par tracteur routier, sur une enveloppe nationale de 400 M€. « C'est un coup de pouce en trésorerie », se félicite Olivier Arrigault qui souligne néanmoins que les marges de la profession sont très faibles (1,5% en moyenne) et que le décalage dans le temps de la répercussion des hausses laisse un delta à la charge des transporteurs. L'impact de la guerre et des sanctions dans la durée reste donc un gros point d'interrogation.

Le secteur de la pêche, des 850 marins pêcheurs de la région, et de l'écosystème des produits de la mer à Boulogne (5000 emplois) est dans une situation très proche du fait de l'envolée des prix des carburants (+ 50% en un an). Avant même la guerre, la viabilité des entreprises devenait problématique, suscitant une intervention inquiète de Xavier Bertrand auprès du Premier ministre. « Cette hausse fait peser une menace économique considérable sur les entreprises de pêche qui sont littéralement étouffées, ainsi que sur



Opération solidarité Ukraine

Entreprises Hauts-de-France

Appel aux dons alimentaires & matériels

Entreprises, nous avons besoin de vous !



7 lieux de collecte

Dunkerque | Leers | Dourges | Amiens | Saint-Quentin | Méru | Crépy-en-Valois



CONTACT

T 03 20 63 79 00

solidarite-ukraine@hautsdefrance.cci.fr



PLUS D'INFOS

Nous comptons sur l'esprit d'entraide qui anime notre réseau d'entreprises pour recueillir le maximum de dons.



Région
Hauts-de-France

> Dossier

le salaire des pêcheurs, indexé sur le coût du carburant dans une logique de rémunération à la part», relevait le président de Région évoquant une filière déjà fragilisée par le Brexit et la Covid. Là encore, l'Etat a apporté une réponse rapide, à savoir une aide de 35 centimes par litre de gazole jusqu'au 31 juillet prochain.

« Degré élevé de résilience »

De manière générale, l'invasion de l'Ukraine demeurait encore fin mars un choc économique limité dans notre région. «Une première étude en cours sur le moral des chefs d'entreprises montre qu'il n'est pas si mauvais que cela», révèle Philippe Hourdain, président de la CCI Hauts-de-France. L' élu consulaire veut y voir un degré élevé de résilience après les crises successives du Brexit et de la Covid. «Les chefs d'entreprise sont tous impactés, spécialement celles qui produisent. Et ce qui les inquiète le plus, c'est l'inflation, y compris avec les charges salariales. Mais il n'y a pas de découragement, et au contraire un esprit de résilience hyper fort que je ne sentais pas il y a deux ans » ■ O.D.

UKRAINE-RUSSIE : UN IMPACT GLOBAL LIMITÉ, MAIS FORT POUR QUELQUES ENTREPRISES

Peu d'entreprises des Hauts-de-France commercent avec la Russie ou l'Ukraine. Mais certaines très fortement, à commencer par les enseignes majeures de la famille Mulliez.

L'Ukraine est un très petit pays d'échanges commerciaux avec notre région. S'appuyant sur les chiffres des Douanes, la CCI Hauts-de-France recense seulement 42 entreprises régionales exportant vers ce

pays, et pour un montant modeste de 150 M€, soit notre 43^e pays d'export. La Russie occupe la 13^e place, mais à un niveau encore faible : nous y exportons pour 647 M€ de valeur, avec sur le podium des produits exportés



REMUS SLAVES POUR LES EAUX PRIMORDIALES

Deux ans de travail partis en fumée : la société de parfums haut de gamme les Eaux primordiales, basées à Acq près d'Arras, venait tout juste de débiter un partenariat commercial très prometteur en Russie et alentour quand les tanks sont entrés en Ukraine. Au dernier trimestre 2021, le chiffre d'affaires avait déjà dépassé les 100 K€ et la société misait sur 250 K€ de chiffre d'affaires réalisés sur 45 boutiques en Russie cette année. Les sanctions internationales en ont décidé autrement. Or le déploiement devait se poursuivre en Géorgie, Moldavie, Ukraine mais aussi les pays baltes, la Pologne ou la Roumanie. Un défi énorme pour l'entreprise fondée par Arnaud Poulain (photo), qui a vendu l'an dernier 20 000 flacons sous sa marque pour un demi-million d'euros. « Heureusement, on avait déjà mis au point une solution de secours pendant la crise sanitaire », explique-t-il à Eco121. Les magasins de produits non essentiels ayant dû fermer, les Eaux Primordiales privées de points de vente pendant un an ont pivoté vers le conditionnement à façon, se sont équipées en machines, au point d'en faire une activité de même poids que les produits sous marque. Bien en a pris à la jeune société qui vise cette année un doublement de cette activité de conditionnement. Des ventes certes moins rentables, mais qui permettent d'amortir les charges de l'entreprise et de pérenniser ses 20 salariés. En parallèle, la société qui espérait doubler aussi ses ventes sous marque a révisé à la baisse ses ambitions, tout en basculant vers d'autres horizons moins compliqués : Chine, Afrique noire, Asie. « Mais c'est beaucoup de temps perdu et nous sommes privés de ce gros levier de croissance qu'était le plus grand distributeur russe », raconte Arnaud Poulain, contraint de réinventer son modèle. « Soit on attend de mourir, soit on tente des choses ! Si on n'aime pas les coups durs quand on est entrepreneur, on change de métier ! », sourit-il. Au programme pour redynamiser la société : la création d'une marque moins haut de gamme pour le marché français et l'ouverture du capital avec une belle levée de fonds ■

des produits chimiques, parfums et cosmétiques, devant les produits agroalimentaires et les machines industrielles et agricoles.

Peu d'entreprises sont présentes sur place, mais évidemment leur situation est compliquée voire catastrophique pour celles qui sont en Ukraine. Etienne Mourmant, consul d'Ukraine dans les Hauts-de-France, y a une unité textile (40 salariés) près de Lviv dans l'ouest du pays, territoire encore largement préservé à l'heure où nous rédigeons ces lignes, et qui tourne au ralenti. Lesaffre a une usine à Kriviy Rih qui continue à fonctionner dans le centre du pays, dans une logique d'alimentation de la population, ainsi qu'un bureau commercial dans la capitale. Leroy Merlin a de son côté vu un de ses magasins bombardé à Kiev. Bonduelle dispose d'une filiale commerciale à Kiev (20 personnes), mais qui a très rapidement été mise en suspens dès l'invasion du pays.

Si l'on élargit le spectre à la Russie, plusieurs poids lourds de la région y comptent des intérêts très importants : Auchan y totalise près de 280 magasins, et y réalise 10% de ses ventes ; Leroy Merlin réalisait une expansion spectaculaire (et très rentable) dans ces pays qui pèsent près du cinquième de son chiffre d'affaires. Décathlon est fortement présent avec 64 magasins. Soit un total de 90 000 salariés pour l'ensemble des enseignes liées à l'AFM. Lesaffre a trois usines en Russie. Bonduelle y compte un kolkhoze et trois usines, et y réalise 150 M€ de ventes.

Effet de change désastreux

On ajoutera que ces entreprises vont encaisser un effet de change désastreux avec un rouble dont la valeur avait chuté de 50% dans les trois premières semaines de l'invasion. Si l'activité des entreprises alimentaires n'est pas concernée par les sanctions, contrairement aux parfums comme ceux d'Eaux Primordiales (lire ci-contre), la question de leur maintien se posait néanmoins. Peu après le bombardement d'un de leurs magasins (photo ci-dessous), des salariés ukrainiens de Leroy Merlin en appelaient d'ailleurs directement dans une pétition à la fermeture de leurs homologues en Russie : *"Nous demandons vigoureusement à Adeo et à l'AFM de cesser leurs activités en Russie, ce qui privera l'agresseur de l'opportunité de financer l'offensive russe en Ukraine"*. Une position réaffirmée par le président Zelensky devant le Parlement français le 23 mars, estimant que *"les valeurs valent plus que les bénéfiques"*.

Le lendemain, le DG d'Adeo confirmait dans la Voix du Nord sa volonté de conserver ses magasins ouverts. A l'inverse, Renault (dont l'Etat français est encore le premier actionnaire) indiquait son intention de cesser ses activités industrielles et d'évaluer sa présence au capital d'AvtoVAZ (Lada), dont il détient 68%.

Autant dire que la pression monte clairement d'un cran et que les groupes étrangers présents en Russie et en Ukraine sont chaque jour davantage sur des charbons ardents ■

O.D.



© Michael Lechant HOF

ETIENNE MOURMANT, CONSUL HONORAIRE D'UKRAINE

«*La solidarité s'est formalisée de façon fantastique*»

On sent un mouvement très puissant de solidarité en région avec l'Ukraine. Quelle est votre analyse ?

Il y a une solidarité globale qui s'est formalisée de façon fantastique. C'est vraiment exceptionnel et c'est sans doute une première. Au début ça allait un peu dans tous les sens. Par exemple, il faut arrêter de donner des vêtements qui s'empilent et qui ne peuvent pas partir. Aujourd'hui tout se régule beaucoup mieux avec une solidarité qui se normalise et qui doit être la plus ciblée par rapport aux besoins.

Concrètement, comment cela se passe-t-il ?

Aujourd'hui, on envoie des camions complets en Pologne où est dédié un entrepôt, et ce sont les Ukrainiens qui se débrouillent pour l'acheminer y compris jusque dans les villes martyres. C'est opérationnel. La plateforme de la CCI avec la Région a été mise en place, les premiers dons d'industriels sont annoncés (*entretien réalisé le 21 mars*). On va en avoir besoin, il y a urgence.

L'aide sera-t-elle ponctuelle ou s'inscrit-elle dans la durée ?

Il y a vraiment une urgence car des villes entières sont massacrées, il y a un risque alimentaire majeur. Mais on s'inscrit aussi dans la durée car malheureusement la Russie a des moyens pour faire excessivement mal. Et les Ukrainiens sont très déterminés à se battre jusqu'au bout, c'est impressionnant.

On compte quelques dizaines d'entreprises nordistes en Ukraine, comment vivent-elles la situation ?

De manière très variable. Mon entreprise (linges pour hôpitaux) est située dans l'ouest du pays, plutôt épargné. Mais j'ai parfois 20 salariés présents, parfois 3, c'est très aléatoire. Et ils se mobilisent pour le front, en fabriquant par exemple des gilets pare-balles. D'autres entreprises continuent aussi à travailler, ne serait-ce que pour donner un travail et à manger aux salariés. Et d'autres ont fermé, mais chacun gère sa situation de façon autonome

■ Recueilli par O.D.

Ce magasin de Leroy Merlin de Kiev, a été bombardé dans la nuit du 20 mars. Au total, les enseignes majeures de l'AFM comptent 408 magasins en Russie et en Ukraine, soit quelque 90 000 salariés.



> Dossier

AGRICULTURE : UN EFFET CISEAU TRÈS DANGEREUX

Le ciel s'assombrit de jour en jour au-dessus des exploitations agricoles des Hauts-de-France. En cause : la hausse de toutes les matières premières, de l'alimentation du bétail aux intrants, fait peser une lourde menace sur leur équilibre, souvent précaire.

TEXTE Guillaume Roussange

Is en ont « plein les bottes ». Les agriculteurs des Hauts-de-France l'ont fait savoir en manifestant, fin février, dans les rues des principales agglomérations de la région (photo). A Lille, 500 tracteurs et 800 personnes ont convergé en ville au cri de « Trop, c'est trop ! » A Amiens, au moins 300 paysans avaient répondu à l'appel de la FDSEA pour exprimer leur ras-le-bol. Motif : des hausses de prix sans précédent, qui prennent en tenaille les exploitants. Les représentants syndicaux citent les engrais azotés, dont le prix a triplé en un an, ou « le gazole non routier qui a pris 40%, tandis que les prix de la fourniture d'électricité ont bondi de 300% », tempête la FDSEA.

Le choc est d'autant plus violent que les planètes semblaient, l'année dernière, s'être réalignées après une année 2020 décevante sur le plan des rendements. Une étude de la chambre d'agriculture régionale montrait d'ailleurs qu'un tiers des agriculteurs constataient une amélioration de leur situation au cours des derniers mois, et six sur dix jugeaient la conjoncture « bonne ou plutôt bonne ». Et ce, en dépit des difficultés liées à la fermeture de certains canaux de distribution durant le confinement, la restauration collective notamment. Quoi qu'il en soit, l'heure était plutôt à l'enthousiasme, modéré certes, mais à l'en-

thousiasme tout de même. Un tiers des exploitants déclaraient ainsi vouloir investir dans du matériel et 10% être prêts à embaucher.

Les éleveurs en première ligne
Patatras ! Les conditions du redémarrage de l'économie mondiale sont rapidement venues doucher ces espoirs. Pis, la guerre entre la Russie et l'Ukraine, fournisseurs de matière première et d'hydrocarbures, a affolé les marchés et accru la pression sur les prix. Dans ce contexte, les quelque 11 700 éleveurs bovins et 670 producteurs porcins de la région se retrouvent, bien malgré eux, en première ligne. Les tourteaux de soja, base de l'alimentation des animaux, qui se vendaient 320 € la tonne mi-2021, se négocient aujourd'hui plus de 640 € ! Sans compter les prix du gaz, utilisé pour chauffer les élevages, qui ont flambé, alors qu'ils pèsent pour 10% à 20% des coûts de production. En parallèle, si les cours de la viande bovine ont grimpé, ceux du porc ont fortement diminué du fait de la baisse

"Pour 2022, la situation est relativement sous contrôle. En revanche, de vraies incertitudes pèsent sur 2023"

Pascale Nempont,
Chambre régionale
d'agriculture

de la demande chinoise. «Après les épisodes de peste porcine qui ont dopé la demande, le pays a reconstitué son cheptel. Résultat : les prix s'effondrent alors que la facture de l'alimentation augmente », analyse Pascale Nempont, chef de service stratégie et prospective à la chambre régionale d'agriculture. Fournitures en hausse, prix de vente en baisse... Inutile d'être diplômé en économie pour comprendre le mécanisme délétère d'un effet ciseau sur l'équilibre, souvent fragile, des exploitations. A priori, les exploitants de grandes cultures pourraient apparaître comme les grands gagnants du moment. Il n'en est rien. Pour la production phare de la région, la betterave, la flambée du prix des intrants – azote ou potasse par exemple – conjuguée à celle du GNR, pourrait entraîner des hausses de production de 300 à 500 € l'hectare.

Poste énergie multiplié par huit

Sans compter l'explosion du coût de transformation au sein des sucreries, alimentées pour la plupart au gaz. Pour Cristal Union, le poste énergie, multiplié par huit, est passé devant les achats de betteraves. Pour les céréaliers, les perspectives ne sont guère plus réjouissantes. D'abord parce que l'immense majorité – 80 à 90% des volumes de blé produits cette année – ont déjà été négociés au prix d'avant la





Nos 13 370 éleveurs bovins et porcins se retrouvent bien malgré eux en première ligne, avec l'envolée des prix de l'alimentation du bétail.



crise. Tous ont le regard tourné vers la prochaine récolte, déjà plombée par la hausse des intrants et des prix du carburant, sans que personne ne sache quel sera l'état du marché. « Pour 2022, la situation est relativement sous contrôle. La plupart des agriculteurs avaient déjà acheté des stocks d'engrais. En revanche, de vraies incertitudes pèsent sur 2023. Qu'en sera-t-il des productions d'intrants en provenance de Russie-Ukraine et des usines européennes tournant au ralenti à cause du prix de l'énergie ? Les agriculteurs pourront-ils s'approvisionner et si oui, à quel prix ? », s'interroge Pascale Nempont. Face à cette situation, le gouvernement a sorti le chèque en annonçant le déblocage de 400 M€ dans le cadre de son plan de résilience de l'économie. Une mesure accueillie avec soulagement par le monde agricole. Selon la FNSEA, elle permettra d'absorber « les surcoûts temporaires de trésorerie ».

Mais quid de l'après ? Selon les experts, il faudrait que le niveau de 350 € la tonne de blé se maintienne pour couvrir les charges. Or, des seuils si élevés font peser des réelles menaces sur les exportations, par exemple en direction des pays du Maghreb. Pour mémoire, lors du Printemps arabe, déclenché notamment par le coût de la vie, le prix du blé avoisinait... 300 € la tonne ■

LA CRISE, OPPORTUNITÉ DE CROISSANCE POUR LA MÉTHANISATION ?

Et si la clé de l'indépendance française vis-à-vis du gaz russe était à nos portes ? Ou plutôt dans nos champs. C'est la conviction des acteurs du monde agricole, qui voient dans la crise actuelle de l'énergie une occasion unique de donner un grand coup d'accélérateur à la filière de la méthanisation. Pour l'heure, les capacités installées dans l'Hexagone couvrent 3 % de la consommation de gaz, l'équivalent de plus de 15 % des importations de l'est. La filière a connu une belle expansion depuis dix ans, que la baisse du tarif du biométhane, en 2020, a stoppée net. Un frein auquel s'ajoutent l'éternelle complexité administrative et les recours juridiques, qui dissuadent les porteurs de projet. C'est pourquoi la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR), le club biogaz ATEE, l'Association des agriculteurs méthaniseurs de France (AAMF), l'association France Gaz Renouvelables, la FNSEA et le réseau des Chambres d'agriculture, ont décidé d'interpeller le gouvernement sur la nécessité de « lever les verrous réglementaires à la production pour les installations existantes afin qu'elles participent à leur pleine capacité à la sécurité d'approvisionnement d'ici le prochain hiver », mais aussi que soient mises en place les « mesures nécessaires » au développement des différentes filières de méthanisation, agricole particulièrement. Pour notre région, l'enjeu est important. Selon les chiffres de la Chambre d'agriculture du Nord - Pas-de-Calais et de l'ADEME, 107 unités de méthanisation agricoles, 58 en cogénération et 49 en injection de biométhane dans le réseau, sont en fonctionnement et 23 en construction. Soit l'équivalent de la consommation en gaz de 66 400 logements et de 17 800 logements en électricité. Plus de 300 emplois ont déjà été créés grâce à ce développement et 500 nouveaux sont attendus d'ici 2030 ■ **G.R.**

> Interview

LAURENT DEGENNE

PRÉSIDENT DE LA FRSEA* DES HAUTS-DE-FRANCE

“LE NIVEAU
D’INCERTITUDE
N’A JAMAIS ÉTÉ
AUSSI ÉLEVÉ”

Le monde agricole paie la crise internationale au prix fort. Quelle analyse faites-vous de la situation actuelle ?

Très clairement, à conditions exceptionnelles, mesures exceptionnelles. Il faut revenir aux fondamentaux : le principal est le rôle nourricier de l’agriculture, qui va devenir prépondérant dans les deux années qui viennent. La priorité doit être de produire. En respectant l’environnement certes, le foncier ou la ressource en eau – la profession fait la preuve de sa capacité à le faire – mais il faut produire davantage. Or, les contraintes européennes et françaises nous empêchent de le faire.

Que demandez-vous prioritairement ?

L’urgence de la situation impose, à mon sens, l’arrêt de la stratégie européen « Farm to fork » et du Green deal, dont le symbole était les jachères. C’était un non-sens. Alors que le prix des matières alimentaires flambent, l’Europe nous imposait jusqu’à présent des jachères ! A cela s’ajoutent les règlements franco-français, comme la mise en place des ZNT, là encore un non-sens. En Hauts-de-France, les surfaces perdues avec ces deux seules mesures entraînent la disparition de 275 millions de re-

pas chaque année pour les ZNT, de 900 millions pour les jachères. Il faut donc lever les verrous réglementaires. Ceux qui nous empêchent, par exemple, d’employer les résidus riches en potasse issus de la méthanisation, alors qu’on en importe des cargos entiers d’Ukraine. Je pense que la crise sanitaire et la guerre en Ukraine ont accéléré la prise de conscience de la nécessité de remettre en cause le modèle de la mondialisation à outrance, qui date des années 1980 et 1990. Il ne s’agit pas de fermer les marchés ou mettre en place des mesures protectionnistes, mais de revenir à un modèle plus raisonnable.

D’accord, mais produire plus sans créer de valeur n’est pas vraiment une solution de long terme...

En effet, c’est pourquoi, au-delà de l’aspect réglementaire, il est urgent d’agir en faveur de la réindustrialisation. Il faut retrouver de la souveraineté concernant certaines productions, en tout cas être moins dépendant de l’extérieur. Prenons l’exemple des Hauts-de-France : notre balance commerciale est déficitaire de 900 M€ en valeur, alors qu’on est exportateurs de 700 M€ de matières premières. Pourquoi ? Parce que nous envoyons en-dehors de notre territoire ces matières et que nous réimportons des produits transformés. C’est le cas avec les pommes de terre, valorisées en Belgique. Réindustrialiser, c’est la condition de la création de la valeur ajoutée, mais aussi un moyen de remettre de la vie, du vivre ensemble, dans les territoires ruraux.

“IL FAUT PRODUIRE DAVANTAGE.
OR, LES CONTRAINTES EUROPÉENNES
ET FRANÇAISES NOUS EMPÊCHENT
DE LE FAIRE”



Comment voyez-vous la conjoncture de ces prochains mois ?

Alors que les cours montent, le système n’est pas plus rémunérateur pour la production. C’est vrai pour le blé, la betterave. Concernant les éleveurs, ils sont pris dans un effet ciseau, qui risque de mettre à mal nombre d’exploitations. Le niveau d’incertitude n’a donc jamais été aussi élevé. N’oublions pas également que pour faire du commerce, il faut être deux. Avec des cours aussi hauts, il n’y aura pas d’acheteur. On va créer de la détresse, des continents vont connaître la famine et malgré cela, des gens prônent la décroissance, c’est incompréhensible.

Recueilli par Guillaume Roussange

*Fédération régionale des syndicats d’exploitants agricoles

AGIR POUR L'AVENIR DE NOTRE TERRITOIRE



ET S'ENGAGER COMME LA BANQUE DES TRANSITIONS

AGIR CHAQUE JOUR
DANS VOTRE
INTÉRÊT



ET CELUI DE LA
SOCIÉTÉ

NORD DE FRANCE



[credit-agricole.fr](https://www.credit-agricole.fr)



Région. L'an dernier, les réservations ont atteint un niveau quasi identique à 2019. Au vu des premières ventes en début d'année, les promoteurs s'attendent à un bon cru 2022, tout en restant prudents.

Après le creux de 2020, le logement neuf retrouve des couleurs

Le Cecim Nord, qui réunit la Fédération des promoteurs immobiliers des Hauts-de-France et l'Union régionale pour l'habitat, publie son traditionnel observatoire du logement neuf. Après les fortes perturbations liées à la pandémie, 2021 s'est avérée une année de rebond. En région, 5 740 lots ont été réservés - portés par les programmes collectifs à 77%. Soit un volume proche de celui de 2019 (5 850). Sur les deux dernières années, les mises en vente auront progressé de 17% (contre un recul de 17% au national) et l'offre disponible a bondi de 14%. Cependant, hors résidences gérées, celle-ci n'a progressé que de 2,3%. Preuve « d'une timide reprise de la production de logements », pointe le Cecim Nord. Les réservations ont été réalisées à 77% dans le Nord, en grande majorité sur le Scot* de Lille, à 12% dans le Pas-de-Calais, à 8% dans la Somme et à 3% dans l'Oise.

Flambée des prix, stock en berne
Sur le périmètre de Lille (MEL et Pévèle-Carembault), les réservations de logements collectifs ont diminué de 6,5% ces deux dernières années, tandis que les mises en ventes ont crû de 6,1% et l'offre disponible de 9%. Au total, le collectif

et l'individuel affichent un taux d'écoulement de 11 mois. Bien que stable à l'échelle régionale, il est en revanche en repli de 7,4% sur le Scot de Lille. Constituant un point de vigilance pour les promoteurs régionaux. « En raison de la Covid, le prix des travaux a été largement supérieur à celui de 2019. Aujourd'hui, les prix de l'énergie et des matières premières continuent de progresser. Ils se répercuteront sur celui des travaux. Résultat : des programmes risquent de ne pas voir le jour, impactant alors l'offre disponible », alerte le président du Cecim régional Jean-Michel Sede. A titre de comparaison, le marché nordiste des bureaux dispose quant à lui de deux à trois ans de stock. Côté prix de vente, la hausse constatée

ces trois dernières années (8,2% cumulés) sur le logement collectif s'est confirmée en 2021 sur le Scot lillois : +3%, soit un prix moyen de 3 741€ du m² TTC. Sur un an, celui-ci a progressé de 8% dans le territoire lillois et les Weppes. L'évolution a été un peu moindre dans la couronne nord (+6%) et dans la couronne sud et le Tourquennois-Vallée de la Lys (+4%). En 2021, l'ensemble des marchés régionaux du pays voit le prix de vente moyen du logement neuf progresser. Le Scot de Lille affiche la hausse la plus contenue.

2022 dynamique ?

Le volume des ventes de janvier dernier, au-dessus de 2021 et 2019, rassure les promoteurs régionaux quant à l'année en cours. A l'échelle régionale, les ventes bondissent même de 40%. La demande reste donc importante, les taux d'intérêts sont encore attractifs et l'évolution de la loi Pinel devrait inciter les futurs acheteurs à franchir le pas. De quoi espérer un bon cru 2022 ■ J.K.

* Schéma de cohérence territoriale



BRIKX

SANTÉ ET PERFORMANCE
DU DIRIGEANT



**NOS CLIENTS SONT DIRIGEANTS.
NOUS OPTIMISONS LEUR SANTÉ ET LEUR
PERFORMANCE.**

Brixx forme et entraîne ses clients à mieux réguler leur stress, récupérer et optimiser leur sommeil, adapter leur alimentation, équilibrer leur projet de vie Pro/Perso/Famille pour de meilleures performances.

Depuis 2005 et avec plus de 350 clients, l'excellence des formations Brixx n'a d'égal que la singularité de ses intervenants.

OPTIMISER RÉCUPÉRER PERFORMER

CONSULTING & FORMATION

BRIKXCONSULTING.COM - CONTACT@BRIKXCONSULTING.COM - 03.20.74.36.15

Ragaillardi par ses finances, le Nord retrouve la voie de l'investissement

Nord. Recettes en très nette hausse, nombre d'allocataires du RSA en recul spectaculaire : le premier département de France retrouve de fortes marges de manœuvre... et des ambitions.

Il est loin le temps où Christian Poirer, alors vice-président au budget, évoquait très sérieusement l'hypothèse d'une mise sous tutelle préfectorale. Désormais président du conseil départemental du Nord, il vient de faire adopter son tout premier budget marqué par des finances aux ratios euphoriques.

Pas de quoi lui faire perdre la tête néanmoins, l'exécutif évoquant sobrement « *un budget ambitieux et responsable* ». Le premier conseil départemental français (2,6 millions d'habitants) affiche ainsi un budget de 3,6 milliards d'euros qui fait la part belle aux investissements. L'enveloppe atteint 337 M€, près du double du niveau d'il y a six ans (170 M€ en 2015), et en hausse de 12% sur un an. « *Avant la fin du mandat, nous serons à 400 M€* », affirme Christian Poirer avec conviction. L'assainissement des finances est tel qu'il offre des marges de manœuvre enviables. La capacité de désendettement de la collectivité, qui naviguait dans des eaux très dangereuses à 13,5 années de remboursement en 2015, a été ramenée à 6,2 ans ; la dette par habitant est redescendue à 446 euros contre 597 € pour la moyenne des départements de

même strate de population ; les recettes s'accumulent dans les caisses avec le double effet positif de la reprise économique sur la TVA (dont les Départements touchent désormais un pourcentage, en remplacement de la taxe foncière) et sur les droits de mutation à titre onéreux (les « droits de notaire »). Grâce à l'emballement du marché immobilier, les recettes de DMTO sont passées en un an de 366 M€ à 450 M€ ! Un bonus exceptionnel de 84 M€. Pour 2022, l'exécutif table prudemment sur un retour au niveau précédent dans ses prévisions financières.

35 M€ en moins à déboursier sur le RSA

Ce n'est pas tout : conjugués à la bonne dynamique économique, les efforts engagés sur le dernier mandat pour remettre les allocataires du RSA à l'emploi ont payé. Les 116 000 allocataires de 2015 sont devenus 93 613 aujourd'hui. Et le cap des 90 000 n'est plus très loin, veut croire Doriane Bécue, vice-présidente en charge de l'insertion et de l'emploi. Avec une conséquence sonnante et trébuchante : ce sont 35 M€ en moins à déboursier. « *On réinvestit sur l'accompagnement des allocataires pour les sortir de la précarité* », indique l'élue

tourquennoise, qui annonce notamment la création de sept maisons de l'insertion et de l'emploi, soit un montant de 4 M€, dédiées aux moins de 35 ans. Ces derniers représentent 41% des allocataires, soit plus de 38 000 personnes. « *L'objectif, c'est la remise à l'emploi, on est prêt à mettre de l'argent. On ne veut pas les garder (dans le RSA, ndlr) jusqu'à 65 ans* », s'exclame Christian Poirer qui prévoit d'aller à la rencontre des chefs d'entreprise de chaque arrondissement en compagnie de Doriane Bécue pour les mobiliser sur l'emploi. Le président du Département rappelle les deux lignes de force de son budget : d'un côté la stabilisation des dépenses de fonctionnement (+0,1% seulement en 2022), et l'accroissement de la capacité d'autofinancement, grâce à la culture de la recette. « *Le département n'est pas un distributeur automatique de billets, il doit aussi faire rentrer ce qui lui est dû. Un euro, c'est un euro* », lâche l' élu douaisien. Exemple parmi d'autres : le Département se retourne vers les successions des personnes en Ephad décédées, pour rembourser une partie des frais. De quoi récolter 11 M€ en 2021 contre 1 M€ dans le passé ■

Olivier Ducuing

Chaque année, l'ADEME soutient plusieurs centaines de projets en Hauts-de-France en faveur de la Transition écologique. Les aides engagées dans la région représentent en moyenne un montant annuel de l'ordre de 65 M€. L'équipe régionale accompagne tous les acteurs (collectivités, entreprises, particuliers) en leur proposant une ingénierie de financement de projets.

EN BREF

Ferroglobe valorise sa chaleur fatale

Ferroglobe, à Grande-Synthe, est un industriel électro-intensif qui produit du ferro-manganèse. Un procédé qui génère une importante chaleur fatale sous forme de gaz pauvres torchés. L'enjeu est aujourd'hui de récupérer ces gaz fatals pour produire de l'électricité grâce à un cycle combiné d'évaporation, de turbine et condenseur via une chaudière d'une capacité de 6 MW, qui produira de l'électricité. L'équipement sera mis en place par la société Energie Circulaire (groupe Enertime) dans un modèle de tiers investissement qui permettra d'économiser 10% de consommation électrique au site. L'investissement atteint 13,3 M€ dont une aide de 4,7 M€ de l'ADEME.

Palette 2.0

A Labourse, HDF Emballages s'apprête à doubler de taille. Le spécialiste du tri et du recyclage de palettes en bois fait actuellement passer son site de 25 à 40 000 m². Sur un terrain acquis à proximité du site historique, HDF Emballages construit un bâtiment qui accueillera ses bureaux et sa toute nouvelle ligne de tri et de réparation de palettes. Automatisée, celle-ci lui permettra dès la fin de l'été de multiplier par 3 la cadence de production et d'améliorer l'ergonomie des postes de travail avec en prévision la création d'une trentaine de postes d'ici 4 ans. Budget total : 4 M€, dont 1 M€ dédiée à la nouvelle ligne, financée pour moitié par l'ADEME.

Transition écologique : quel est l'impact local ?



Les territoires des Hauts-de-France mettent en place depuis plusieurs années des politiques de transition écologique. Mais quelles en sont les retombées en termes de production locale et de création d'emplois ? « *Après dix ans de troisième révolution industrielle, le souhait était de chiffrer les retombées économiques locales, quand on investit un euro dans la transition écologique* », résume Thomas Blais (thomas.blais@ademe.fr), coordinateur du pôle territoires, prospective et évaluation de l'ADEME, qui a mené à bien trois études de cas dans des territoires des Hauts-de-France.

Premier exemple : le **Pôle métropolitain de l'Artois**, engagé dans la rénovation énergétique massive des logements, autour de l'Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier. Plus du quart du parc de logements date d'avant 1946, tandis que le mix énergétique est dominé par le gaz. L'objectif poursuivi est de rénover jusqu'à 9 400 logements sociaux et 110 000 logements privés d'ici 2030. Face à ces besoins massifs, le tissu économique local est marqué par des entreprises du bâtiment de petite taille (70% ont moins de 6 salariés), et un déficit de bureaux d'étude. Néanmoins, les collectivités locales ont le souhait de voir ces travaux réalisés au maximum par des entreprises locales. Le scénario médian envisagé par l'étude fait apparaître un montant de 237 M€ dépensés par an, générant 2 860 emplois locaux. Au final, un euro de dépense publique susciterait 1,45 euro de production locale et 1 M€ générerait 12,07 emplois locaux. Deuxième cas, **Amiens Métropole**, et son engagement autour des énergies renouvelables. Si le

territoire ne couvre aujourd'hui que 4% de ses besoins grâce aux énergies renouvelables, il ambitionne d'atteindre 80 à 100% à l'horizon 2050. L'étude permet de révéler les atouts et les fragilités du tissu local au regard de cet objectif : peu d'entreprises sur les matériels et les études mais un vrai potentiel sur les travaux, la maintenance et également la R&D (Hub de l'énergie).

Le scénario médian évalue à 30,4 M€ par an les dépenses annuelles entre 2018 et 2030, avec des retombées locales limitées à 70 cts pour un euro mobilisé. Côté emploi, on compterait 5,19 emplois locaux pour 1 M€ investi.

Enfin, l'ADEME a travaillé avec les collectivités de **l'Audomarois** autour des circuits courts alimentaires puis de la filière papier-carton. A dominante agricole, le territoire se prête bien au circuit court, mais avec une offre encore faible. Dans l'hypothèse médiane, l'étude évalue à 8,9 M€ les dépenses annuelles moyennes pour ces circuits courts, générant une production de 11,8 M€, avec un besoin de 130 emplois locaux, pérennes pour l'essentiel. La filière papier-carton recyclé présente elle aussi un bon niveau de territorialisation, grâce à un pôle d'activité très structuré (il emploie déjà 1 600 personnes). L'étude ADEME révèle que pour un euro mobilisé, on peut tabler sur 2 € de production locale, tandis que chaque million d'euro génère la création de 33 emplois locaux de nature pérenne ■

Dans l'Audomarois, l'étude de l'ADEME montre que la filière papier-carton recyclé représente un exemple efficace de territorialisation avec un gros effet levier. Chaque million d'euros investi génère 33 emplois locaux en moyenne.



166 M€ de résultat net pour l'Écureuil

La Caisse d'Épargne Hauts de France aura réalisé un exercice 2021 plus que solide. La banque affiche un produit net bancaire en hausse de 6%, à 678 M€, tandis que son résultat net grimpe de 31%, à hauteur de 166 M€. Toutes les activités ont crû, entre crédits immobiliers (+13%), crédits consommation (+15%), ou encore la banque privée (+35%). L'Écureuil revendique sur l'année l'acquisition de 40 000 nouveaux clients. Le réseau d'agence bénéficie en parallèle d'un plan de rénovation à rythme élevé, soit 20 M€ en 2021, et qui se poursuivra les prochaines années à raison de 20 à 30 agences par an. On notera aussi la montée en puissance de l'activité foncière, portée par l'Etoile du Nord, qui compte déjà un patrimoine de quelque 300 M€, dont une récente acquisition à Bruxelles (photo). «L'objectif est de le porter à 500 M€, mais sans urgence», lance Laurent Roubin, président du directoire.

L'Adie Hauts-de-France veut monter en régime

L'Association pour le Droit à l'Initiative Economie veut monter à 2000 financements de projets cette année. L'Adie Hauts-de-France, qui appuie majoritairement des personnes bénéficiaires de minima sociaux (62%), et des habitants de quartiers prioritaires (30%), octroie des financements pouvant s'élever jusqu'à 10 K€. Après une année 2021 en basses eaux, avec 1 318 dossiers financés contre près de 1 600 environ les deux années précédentes, la structure appuie sur l'accélérateur. Déjà titulaire de 50 agences en région, elle compte en ouvrir deux autres à Dunkerque et Roubaix et mener des actions de proximité pour aller au-devant de son public. L'Adie conforte également ses effectifs avec quatre recrutés en 2021 et l'ouverture d'un poste de responsable de projet et d'un chargé de communication.

Cochez reprend Caddie

Le groupe valenciennois Cochez a repris à la barre du tribunal de commerce le célèbre fabricant de chariots de supermarchés, placé en redressement judiciaire début janvier, pour la troisième fois en dix ans. Cochez reprend 66% du capital, au côté d'autres associés dont l'ex dirigeant Stéphane Dedieu et le distributeur italien de Caddie. Le fabricant alsacien (Dettwiller) réalisait l'an dernier un chiffre d'affaires de 12 M€. Cochez reprend 113 des 139 emplois.



Roquette injecte 25 M€ dans ses polyols

Le géant agroalimentaire Roquette renforce son activité de polyols sur son site de Lestrem (Pas-de-Calais). Le groupe familial va investir 25 M€ entre 2022 et 2024 pour sécuriser un approvisionnement solide et fiable sur le long terme, diversifier sa gamme, tout en améliorant l'efficacité des équipements et en renforçant les standards de sécurité. Lestrem est déjà la plus grosse usine de polyols au monde. Produits à partir de blé ou de maïs, ils sont utilisés comme alternative au sucre, sous forme d'excipients pharmaceutiques pour les dosages oraux ou encore dans l'hygiène bucco-dentaire. Roquette emploie 8 360 salariés, dont 2 600 à Lestrem, pour un chiffre d'affaires de 3,5 mds€.



Relocalisation publique : 144 agents prévus à Lens

Les plateformes de la police judiciaire rattachées à la direction générale de la police nationale (DGPN) vont être implantées à Lens d'ici à 2024. Ces services du ministère de l'intérieur représentent 144 agents. Cette relocalisation fait suite à une annonce du ministre Gérald Darmanin, en 2021, du transfert de nombre de services franciliens du ministère en province. Au total, 20 services des administrations centrales sont appelés quitter la région parisienne pour s'implanter en région. En Hauts-de-France, seul un autre transfert est au programme, à Pont-Sainte-Maxence (Oise), au titre de la direction générale de la gendarmerie nationale, pour 24 postes.

Groupe Faber France devient Specimade

Connue sous le nom Groupe Faber France, depuis sa création en 1989 à Wavrin, l'entreprise est rebaptisée Specimade. « Speci » pour souligner le savoir-vivre d'ultra-personnalisation et « made » pour celui de la fabrication, pilotée en interne de A à Z. « *Ce n'est pas une substitution. Specimade est la porte d'entrée unique vers nos trois métiers : la conception et la fabrication de solution visuelle de merchandising (l'entreprise AGC), la fabrication de signalétique, PLV et supports événementiels (Faber France), enfin la pose et la maintenance de supports visuels (MDS)* », détaille Loïc Wattraint, co-dirigeant avec Georges Charlet depuis le rachat en 2015.

Specimade ce sont trois sites de production : deux en région, Wavrin et Avelin, où travaillent 70 personnes, et un en Pologne, dédié aux gros volumes, avec 100 collaborateurs. L'entreprise a réalisé 22 M€ de chiffre d'affaires en 2021, en hausse de 25% ces 4 dernières années.



Smart France trébuche

La branche française de la coopérative belge d'entrepreneurs salariés voit son avenir incertain. Le tribunal de commerce de Lille vient de la placer en redressement judiciaire, assorti d'une période d'observation. Les ennuis de Smart France ont débuté à la fin de l'été 2020, lorsque Pôle Emploi a radié son compte employeur. Mettant ainsi fin aux droits d'indemnisation de près de 4 000 intermittents du spectacle sociétaire. Présent dans 15 villes en France, avec un siège social à Lille, le modèle de Smart France n'est pas commun. Ses adhérents

sont à la fois salariés et associés. Ils bénéficient de services mutualisés (protection sociale, comptabilité, devis, gestion de la paie, assistance juridique...) et de l'assurance chômage, en échange d'une contribution de 8,5% de leur prestation facturée à leurs clients.

Smart dit être en croissance dans ses 7 autres pays d'implantation. En France depuis 13 ans, la coopérative emploie 70 salariés et compte quelque 8 500 sociétaires. Dont elle assure que « *la procédure en cours n'aura pas d'impact sur la gestion de leurs activités* ».

Alive Group reprend le leader des écrans à led sur remorque

Le groupe événementiel fondé par Alexis Devillers reprend sa stratégie de croissance externe avec le rachat à 100% de la société parisienne Supervision. Spécialisée dans les écrans à led sur remorque,

pouvant déployer des surfaces de 15 à 140 m², la structure a beaucoup souffert de la crise sanitaire qui a fait chuter son chiffre d'affaires de 10 M€ à 3 M€ et ses effectifs de 30 personnes à 12. Alexis Devillers se dit confiant de pouvoir retrouver ces niveaux d'activité et d'emploi antérieurs très rapidement. Alive Groupe compte 420 salariés et affiche un parc matériel de 35 000 m².



Lempereur élargit son périmètre sur le littoral



Le groupe automobile Lempereur est en passe de reprendre le groupe Bayern Auto Sport, après accord des autorités de la concurrence. Détenteur des points de vente BMW et Mini de Dunkerque, Calais, Boulogne-sur-Mer et Saint-Omer, Bayern Auto Sport emploie une centaine de salariés et son dirigeant Philippe

Delahousse souhaitait prendre sa retraite. La reprise devrait être effective au premier juillet. Elle fait suite au rachat du groupe Lemoine, à Saint-Omer, au premier janvier. Le groupe Lempereur comptera ainsi sept points de vente pour les marques BMW et Mini. Son activité représentera 650 personnes employées autour de 15 marques, et la vente annuelle de 7 500 véhicules neufs et 10 000 occasions pour un chiffre d'affaires de 380 M€.

Coca-Cola injecte 30 M€ pour ses boissons plates

Socx. La première usine de Coca-Cola en France va enrichir sa production de boissons plates et énergisantes en format canettes. 10 emplois à la clé.

Diversifier : c'est la feuille de route de Coca Cola Europacific Partners France, le groupe chargé de l'embouteillage et la distribution de Coca-Cola dans l'Hexagone. Sans délaissier ses produits historiques, le Coca original ou le Coca zéro, l'heure est à la démultiplication de l'offre pour segmenter toujours plus le marché et le valoriser. C'est l'usine de Socx, en périphérie de Dunkerque, qui est la plus en pointe dans cette stratégie : elle a intégré une ligne de bouteilles en verre en 2019, une ligne aseptique pour boissons dites plates en 2020, complétées aujourd'hui d'un projet de ligne de canettes pour boissons plates et énergisantes. Le groupe va investir 30 M€ dans ces nouveaux moyens de production, accompagnés d'une siroperie. Soit depuis 2018 un volume de 100 M€ mobilisés pour renforcer le site, ouvert



©Sophie STALNIKIEWICZ

en 1989.

Il s'agit pour CCEP France de pousser les feux sous les boissons à plus forte valeur ajoutée, mais aussi les formats plus petits de boissons plaisir, qui tranchent avec les modes de consommation

à gros volumes (bouteilles de 1,5 et 2 litres), correspondant à 5% des consommateurs. Pour François Gay-Bellile, pdg de CCEP France, la période de crise sanitaire et le développement massif du télétravail ont installé durablement cette forme de boisson plaisir qui se conjugue en outre avec l'objectif de réduire les addictions.

L'usine de Dunkerque emploie désormais 400 salariés, un effectif qui sera légèrement enrichi d'une dizaine de postes, pour un volume de 600 millions de litres annuels. Mais au-delà de l'emploi direct, le site génère un gros effet levier sur l'économie régionale, depuis les exploitations betteravières en amont pour le sucre jusqu'aux transporteurs ou aux cafés-hôtels restaurants. CCEP revendique ainsi douze emplois induits pour un emploi industriel ■ **O.D.**

Charcuterie des Flandres change de dimension

Dunkerque. La Pme modernise son outil de production et entre dans l'industrie du futur. Elle lorgne désormais l'ouverture de nouveaux marchés internationaux.

C'est un peu la charcuterie nouvelle génération pour rebondir après les années difficiles. Née en 1981 à Saint-Pol-sur-Ternoise, Charcuterie des Flandres a en effet connu deux dépôts de bilan. Le premier en 2005, qui conduira à son rachat par le belge Guka Delicatessen. Et le second en 2011. Depuis, elle se développe sous la houlette d'une autre société belge, Locks, dirigée par Philippe Vandamme. Aujourd'hui, Charcuterie des Flandres donne un bain de jouvence à son outil de production. La Pme aux 40 salariés vient de recevoir cinq nouvelles machines vouées à remplacer celles en place. Les machines d'emballage, d'étiquetage et de pesage seront opérationnelles courant avril, après une formation spécifique aux opérateurs de lignes. Ce nouvel outil offre l'opportunité au fabricant de charcuterie crue d'optimiser ses capacités, d'améliorer l'ergonomie des postes, mais aussi de



faire un pas supplémentaire vers l'écoresponsabilité. Désormais, Charcuterie des Flandres pourra utiliser des emballages aux matières plus vertueuses. « Nous allons être en mesure de répondre à la demande de certains clients étrangers. En terme de conditionnement plus respectueux de l'environnement, nous sommes encore aux prémices en France », juge Fran-

çois Kazmierczak, responsable systèmes et méthodes. Qui entend bien accompagner ses clients nationaux - grande distribution et grossistes - vers de nouveaux conditionnements.

La modernisation du parc de production a nécessité un investissement d'1,2 M€, soutenu par France Relance à hauteur de 325 K€, dans le cadre de l'appel à projets Usines du futur.

La Pme qui produit entre 20 et 40 tonnes de produits chaque semaine (selon les saisons prévoit un peu plus de 8 M€ de ventes cette année (vs 7,6 M€ l'an dernier) pour monter à 9 M€ en 2025. Une croissance que Charcuterie des Flandres compte alimenter notamment par l'ouverture de nouveaux marchés export, à commencer par le Royaume-Uni très prochainement. Le fabricant nordiste travaille aussi sur l'élaboration de nouveaux produits pour pallier la baisse d'activité hors période estivale ■ **J.K.**

ArcelorMittal Dunkerque va produire des aciers électriques

Mardyck. Le sidérurgiste va investir 300 M€ dans ce programme à haute valeur ajoutée, qui va générer 100 emplois directs.

Un de plus ! Le territoire de Dunkerque accueille un énième investissement industriel de grande ampleur en l'espace de quelques mois. Cette fois c'est ArcelorMittal qui annonce un programme de 300 M€ sur son site de Mardyck, avec l'ambition d'y créer une unité d'aciers électriques. En clair, des aciers spéciaux destinés aux moteurs électriques, avec des caractéristiques techniques très exigeantes afin de garantir le rendement des moteurs. Ces aciers sont utilisés sous forme d'empilements de couches très fines (jusqu'à 0,2 à 0,35 millimètre), avec des propriétés magnétiques et mécaniques. Leur haute polarisation doit maximiser la performance des moteurs, favoriser l'autonomie des véhicules, et leur haute limite élastique offre une bonne tenue mécanique pour supporter la rotation des moteurs.

Au total, le site produira 200 000

tonnes par an de ces aciers, avec une mise en service dès 2024. Cette échéance rapprochée est permise par la capacité des infrastructures existantes à accueillir ces nouvelles lignes, qui s'accompagneront de la création de 100 nouveaux emplois. ArcelorMittal souligne aussi l'apport du programme France 2030 à cet investissement, mais sans en indiquer le montant. Il s'agit en effet de conforter l'écosystème français de la mobilité électrique, dans une logique de souveraineté industrielle. ArcelorMittal précise d'ailleurs que la totalité de ses aciers électriques pour l'Europe seront produits en France, dans l'usine historique de Saint-Chély d'Apcher (Lozère) et à Mardyck. Le marché est en pleine expansion sous la poussée des véhicules électriques et hybrides en Europe. ArcelorMittal joue aussi la carte de ses aciers verts, grâce à son programme massif de décarbonation, notamment sur son activité



hauts fourneaux. Un investissement majeur dans une unité de réduction directe (DRI) permettant de s'affranchir du charbon a déjà été annoncé en février dernier, avec là encore un soutien stratégique de l'Etat. ArcelorMittal vise la neutralité carbone à l'horizon 2050. ■ O.D.

148 M€ pour moderniser l'usine Goodyear

Amiens. Le groupe pneumatique américain engage un plan d'investissement sur cinq ans, soutenu à hauteur de 44 M€ par le plan de Relance. Les 800 emplois du site sont garantis pour la décennie à venir.

Un Premier ministre et une ministre déléguée à l'Industrie. Il n'en fallait pas moins pour annoncer, le 17 mars dernier, le plan d'investissement de 148 M€, financé par l'Etat à hauteur de 44,6 M€, par le fabricant de pneumatiques Goodyear pour son usine amiénoise. Objectif du programme : agrandir de 10 000 m² l'usine qui emploie 800 personnes et surtout, lui permettre de réaliser un saut technologique important. Le site produit 75% des pneus de petite dimension, entre 15 et 17 pouces, à faible valeur ajoutée. Grâce à la robotisation et l'automatisation, il pourrait se convertir aux pneus larges, de 17 à 20 pouces, voire produire des 24 pouces haut-de-gamme. « Notre volonté est d'adapter l'usine aux nouveaux marchés. Cela exigera un effort de formation important », a expliqué lors de la visite ministérielle Pierre-Jean Eraud, directeur

de l'usine depuis 2018. Le groupe américain, qui s'est engagé sur le maintien de l'emploi sur 10 ans, déploiera progressivement son programme d'investissement et de formation d'ici 2027. « Au travers du plan de relance, nous avons montré que l'action publique est un levier déterminant au déclenchement d'investissements industriels », a commenté Jean Castex, lors de sa visite. Réunis en CSE la veille de l'annonce, les syndicats ont approuvé la stratégie, saluant les engagements du groupe et « l'amélioration des conditions de travail apportées par l'automatisation », selon Christophe Giffard, secrétaire FO chez Goodyear Amiens. L'usine Goodyear d'Amiens (ex-Dunlop) est une rescapée. Chacun a encore ici en mémoire le très long conflit social portant sur la réorganisation du temps de travail, qui avait conduit à la fermeture, en 2014, de sa sœur jumelle et au li-



ciement de 1 140 salariés. A l'époque, le groupe arguait de la nécessité de cette réorganisation pour augmenter la compétitivité de l'entreprise et lui permettre de s'adapter aux nouvelles données du marché automobile. L'ex-usine Dunlop avait accepté, l'ex-usine Goodyear refusé. Elle est aujourd'hui rasée et remplacée par un entrepôt logistique ■ G.R.

West Pharmaceutical dope la production de ses emballages contre la Covid

Nouvion-en-Thiérache. Le spécialiste américain des solutions injectables investit 60 M€, dont un petit tiers financé dans le cadre de l'AMI capacity building. Aux 200 emplois déjà créés depuis 2020, s'en ajouteront une centaine.

60 M€. C'est le montant que va investir le groupe américain West Pharmaceutical, spécialiste mondial des solutions injectables (2,8 mds\$ de CA, 10 000 collaborateurs), dans son usine de Nouvion-en-Thiérache, au nord de l'Aisne. Cet investissement, soutenu à hauteur de 17,5 M€ dans le cadre du plan de relance, vise à augmenter les capacités de production de l'usine, spécialisée depuis son lancement en 1974 dans la fabrication de composants en élastomère, tels les bouchons, pistons pour seringues ou protections d'aiguilles. Secteur ultra-concurrentiel oblige, le groupe laisse filtrer peu de détails quant au projet. Même la surface de la prochaine extension du site, qui couvre aujourd'hui 6 hectares, est tenue secrète. On sait seulement qu'elle permettra d'accueillir la centaine de salariés que le groupe

compte recruter dans les prochains mois. Ils viendront s'ajouter aux 200 opérateurs et techniciens embauchés depuis 2020 pour faire face au surcroît d'activité engendré par l'épidémie de Covid-19. « Notre groupe a fabriqué des milliards de bouchons afin de fournir plusieurs milliards de doses de vaccin, mais aussi des composants d'emballage pour les traitements contre la COVID-19 ou pour les kits de diagnostic », rappelle Christophe Amalric, directeur du site axonais. Durant la période, le site a d'ailleurs changé son organisation pour passer en production continue par roulement des équipes. Programmé sur trois ans, le plan d'investissement comprend aussi un volet d'amélioration de procédé. Fonctionnant aujourd'hui au gaz, il doit muter vers l'électrique. De quoi économiser 50 tonnes de CO₂ par an et, sans doute, ga-



agner en productivité dans le contexte actuel. Dans le même objectif, un effort va être porté sur la robotisation et l'automatisation des lignes de production, notamment pour supprimer le transport de la matière, encore effectuée manuellement. Dans l'Aisne, le groupe West emploie désormais 800 personnes ■ G.R.

Le pôle santé de Damartex monte en puissance

Roubaix. Le groupe positionné sur le marché des séniors poursuit sa stratégie de diversification en rachetant JP Consult, spécialisé en assistance respiratoire.

Après du grand public, Damartex, ce sont surtout les marques de prêt-à-porter Damart ou encore Afibel. Mais le groupe roubaisien ne se résume pas qu'au textile. Il avance également ses pions dans l'univers de la maison et celui des prestations de santé à domicile. Ce pôle dit « health-care » en interne, est particulièrement dynamique depuis quelques mois. Après l'acquisition d'une partie du capital des sociétés Eden Medical et MSanté fin 2021, puis de la totalité de celui du francilien Perf R en février dernier, Damartex continue ses emplettes avec un autre francilien, le spécialiste en assistance respiratoire JP Consult. Fondé il y a dix ans, ce dernier compte 2 000 patients et a réalisé 1,2 M€ de chiffre d'affaires l'an dernier. En rejoignant les rangs du Nordiste, JP Consult



lui permet en retour de poser un pied en région Centre-Val de Loire, où ce dernier est présent dans cinq départements. Son dirigeant fondateur Michel Crépin prend la direction de l'antenne basée en Bourgogne Franche-Comté.

Le montant de l'opération n'est pas dévoilé. En revanche, Damartex se montre plus disert sur ses ambitions de croissance. Il souhaite doubler son pôle santé dans les trois ans (16,6 M€ de CA aujourd'hui). A l'échelle du groupe, le Pdg Patrick Seghin dit viser la place de leader européen de la silver économie. Pour cela, il mise gros sur le plan de transformation « Transform To Accelerate TTA 2.0 ». Au programme notamment : des investissements importants compris entre 15 et 20 M€ par an, injectés dans l'ensemble des activités. Et ce, malgré un Ebitda opérationnel en chute libre (-48,1%) et un bénéfice net en repli de 16% au premier semestre 2021/2022. Sur cette période, Damartex a réalisé 401,7 M€ de chiffre d'affaires, essentiellement porté par son pôle mode ■ J.K.

Carter Cash s'omnicanalise et appuie sur l'accélérateur

Villeneuve d'Ascq. Pour ses vingt ans, la filiale du groupe Mobivia spécialisée dans la distribution auto low cost réaffirme un modèle très en phase avec la problématique du pouvoir d'achat.

Des produits accessibles au plus grand nombre, de plus en plus orientés développement durable, dans une logique de plus en plus omnicanale : on pourrait résumer ainsi la feuille de route de Carter Cash, enseigne discrète née il y a vingt ans dans le sillage de Norauto, et qui a bien prospéré depuis : elle compte 73 magasins en France, sur un concept de distribution de produits d'entretien automobile associés à des services minimums, comme le montage des pneus ou la réalisation de vidanges à prix serrés. Désormais la logique de l'économie circulaire et durable s'invite, avec la création d'un poste de directeur du développement durable, confié à William Ternynck. « On veut des produits plus vertueux et à des prix fair play », dit-il, évoquant le développement de produits reconditionnés (huile régénérée, batteries ou pneus reconditionnés par exemple), ou de la culture du vrac, pour éviter les sur-emballages. Le marché est demandeur,

il s'agit de développer l'offre en amont. La logique reste celle du low cost, plébiscitée par la clientèle de l'enseigne, encore plus aujourd'hui dans cette phase inflationniste. « Nous voulons rendre accessible au plus grand nombre le pouvoir d'entretenir sa voiture », résume Thierry Deuzé, le directeur général, qui souligne la bonne complémentarité de l'enseigne avec les centres d'entretien Norauto, auprès de clients différents.

En parallèle, Carter Cash pousse très fort sur le digital. Une ambition favorisée par le rachat en juin 2021 des actifs du français Yakarouler, en liquidation. De quoi passer des 4 500 références en magasin, résolument axés sur des gammes courtes, à pas moins de 700 000, relayées par des tablettes en magasin. Le rachat a aussi permis de mettre la main sur des entrepôts à Thiais (près d'Orly), qui offrent un gros potentiel logistique au groupe. De quoi générer un très gros relais de



Carter Cash en bref

- Siège : Villeneuve d'Ascq
- 84 magasins dont 73 en France, 6 en Espagne, 4 en Italie et un au Maroc
- 80 000 références accessibles
- 800 collaborateurs
- 130 embauches en CDI prévues en 2022

croissance, et compenser les territoires où Carter Cash n'est pas présent. Cet essor digital n'empêche Carter Cash de poursuivre le maillage du pays: après un léger trou d'air dans la croissance pour cause sanitaire, le nombre des ouvertures de magasins doit reprendre sa course, avec 6ancements cette année, 8 l'an prochain et 10 en 2024. De quoi doper le chiffre d'affaires que l'enseigne tient jalousement secret ■ O.D.

« Avec mon chien guide, je reprends goût à la vie ! » - Guillaume, bénéficiaire de Pox.

CHÈNE GLADES ENVELOPÉES
CENTRES HALL CONTROVÉRSÉ

AIDEZ-NOUS À FAIRE NAITRE D'AUTRES BELLES HISTOIRES !

WWW.CHIEN-GUIDE.ORG

Galloo pose ses valises dans le bassin minier

Harnes. Le groupe belge, déjà présent à Halluin, investit 26 à 28 M€ et crée 80 emplois dans un centre de recyclage de plastique technique.

« Une grande unité de préparation et de recyclage de déchets d'activité économique (DAE) destinée à mobiliser le gisement de plastiques techniques disponibles » : tel est précisément l'enjeu de l'implantation du groupe belge Galloo Recycling sur un terrain de 5,3 hectares dont près d'un hectare dans la concession du port fluvial de Harnes, dans la communauté d'agglomération de Lens-Liévin. Galloo va investir de 26 à 28 M€ dans ce site appelé à traiter 200 000 tonnes par an, et qui va générer 80 emplois à l'horizon 2024. L'ETI belge de 720 salariés pour un chiffre d'affaires de 700 M€ est un des majors européens du traitement et du recyclage des déchets industriels, et compte déjà une quarantaine de sites dont 25 en France. Depuis 2000, le groupe a créé à Halluin sa filiale Galloo Plastics, une entité très spécialisée dans le recyclage à échelle industrielle de plastiques techniques de différentes origines. Elle se revendique comme une

référence européenne dans ce secteur, un positionnement conforté par le choix de Toyota Japon de retenir cette technologie, considérée comme la meilleure au monde en matière de recyclage de plastiques techniques.

Galloo veut aujourd'hui aller plus loin, alors que la réglementation se sévère de plus en plus : la loi AGEC contre le gaspillage vise par exemple un ratio de 100% de plastique recyclé dès 2025, tandis que l'Union européenne adoptait un plan « Economie circulaire » allant dans la même direction en mars 2020. Le nouveau centre compte ainsi drainer un gisement plastique jugé considérable dans la région, avant qu'il soit raffiné dans le site d'Halluin. La nouvelle unité s'affichera comme une vitrine de la technologie en matière de recyclage industriel, se voulant notamment moins consommatrice d'énergie. Avec l'objectif de doper le tonnage de plastiques techniques recyclés mis sur le marché ■ O.D.



La signature du bail entre le DG de Galloo Recycling, Rik Debaere, et Marie-Françoise François, DGS de la CALL.

Dès 2023, Granuloé chauffera la région avec des granulés de palettes

Labourse. Le bureau d'études Voé va démarrer incessamment une usine de transformation de palettes en granulés. Avec l'objectif de dupliquer le dispositif dans chaque agglomération régionale.

Transformer des palettes en granulés à bois pour alimenter les chaufferies des collectivités : en région, l'initiative est unique. Elle est portée par Voé, bureau d'études béthunois qui conçoit, finance et exploite des solutions de chauffage. Son dirigeant Victor Jumez maîtrise le sujet : il a créé un premier bureau d'étude en énergies renouvelables il y a 20 ans, dont il a cédé la gérance en 2019. Ce procédé de transformation de palettes en granulés, il l'a importé de Marseille. Jusqu'à présent, son entreprise Voé achetait ses granulés dans un rayon de 500 kms, voire plus. « Je suis très dépendant du coût du transport. Avec la situation actuelle, c'est devenu un vrai sujet ! », indique Victor Jumez. Or en région, du fait de l'activité logistique, il existe un gisement de 100 000 tonnes de palettes,

souligne-t-il.

Dès 2023, Voé produira donc ses propres granulés au sein d'une usine pilote baptisée Granuloé. Les travaux débuteront prochainement sur le parc LogisterrA26 à Labourse. Son principal fournisseur sera son voisin HDF Emballages, spécialisé dans le tri et la réparation de palettes. Coût global du projet : 2,5 M€, portés par Victor Jumez, les actionnaires de Voé (dont Nord Création), SEM Energies Hauts-de-France et le fournisseur d'énergie Enercoop. Appuyé par Rev3, l'entrepreneur a aussi sollicité l'aide de la Région et de l'ADEME.



Son usine de 800 m² (dont une partie sera dédiée au siège et au showroom de Voé) aura une capacité de production de 3 000 tonnes de granulés par an. Victor Jumez espère en produire les deux tiers dès la première année.

A terme, il espère doter chacune des agglomérations des Hauts-de-France d'une usine similaire pour alimenter localement les chaufferies des collectivités et des logements collectifs. « Chaque unité permet de créer 15 emplois », précise le Béthunois. Selon qui le remplacement d'une chaudière à gaz par une à granulés diviserait par deux les émissions de CO₂ et allégerait la facture de l'utilisateur de 20 à 30%. ■ J.K.

L'Artésienne s'adjuge l'Imprimerie centrale de Lens

Liévin. La coopérative doit finaliser d'ici la fin d'année le rachat de 100% de sa voisine lennoise. De quoi bâtir le premier imprimeur du Pas-de-Calais.

L'union fait la force. C'est l'esprit du rachat par la Scop L'Artésienne, à Liévin, de son homologue l'Imprimerie Centrale de Lens, au terme d'une année de travail et de réflexion stratégique. Les tailles d'entreprises sont très homogènes avec le même chiffre d'affaires unitaire (6,2 M€), un effectif proche : 45 personnes pour la première, 36 pour la seconde, et des sites de 4 500 m² bâtis chacun. Malgré la crise, qui a entraîné des baisses d'activité de l'ordre de 30% et une quinzaine de départs volontaires, les entreprises sont présentées comme très saines. « *On a les reins solides !* », sourit Catherine Mortreux, membre du comité d'administration de la Scop. Christophe Capelle, reprenneur de « *la Centrale* » en 1998, souhaitait la revendre pour des choix personnels et a choisi l'Artésienne parmi plusieurs candi-

dates en raison de sa proximité mais aussi de valeurs partagées.

Les salariés de la Centrale pourront d'ailleurs acquérir des parts sociales et devenir ainsi « scopistes » à l'issue du processus d'absorption, attendu en fin d'année. Il s'agit de la toute première croissance externe pour l'Artésienne, créée en 1967.

Ce rachat à 100% doit générer de multiples synergies : la mutualisation de plusieurs activités (fonctions supports, prépresse, impression numérique, impression de grands formats, sous-trai-



tance...) et une complémentarité commerciale. « *Nos clientèles sont très différentes, il y a très peu de croisements et des potentiels différents* », poursuit Catherine Mortreux. Le parc machines doit également générer une dynamique. L'Imprimerie centrale dispose par exemple d'une machine HV (offset avec encre à séchage rapide), tandis que l'Artésienne a développé une expertise technique et digitale qui profitera à la Centrale. Avec la taille critique du nouvel ensemble, qui vise un chiffre d'affaires de 14 M€, l'objectif est en effet de pousser les feux dans le domaine du numérique, à commencer par le print-to-web ou la personnalisation par la data. La fusion passera aussi par le regroupement de l'entreprise sur un seul site et la vente de l'autre. Le choix n'est pas encore arrêté sur ce chapitre ■ O.D.

HIPPODROME MARCQ-EN-BAROEUL

30 JOURS DE COURSES PAR AN



Nos espaces et nos formules
sur mesure pour tous
vos événements
d'entreprises ou privés au
cœur des courses hippiques

LUNDI
18 AVRIL
À PARTIR DE 16H
JOURNÉE
DE PÂQUES

Nos
prochains
grands
rendez-vous

MERCREDI
25 MAI
À PARTIR DE 13H
GRAND
NATIONAL
DU TROT

Retrouvez toutes les informations et toutes les dates sur :
WWW.CROISE-LAROCHE.FR



Logistique : mariage annoncé entre Log's et Deret

France. Les deux logisticiens sont en négociation pour un rapprochement capitalistique à gros enjeu. Le nouvel ensemble pèserait plus de 5 800 salariés et 500 M€ de chiffre d'affaires.

Un nouveau leader de la logistique naîtra-t-il prochainement ? Le nordiste Log's annonce être en négociation exclusive avec un autre acteur français du secteur, le groupe Deret Logistique basé à Saran dans le Loiret. Soumise à l'autorisation de l'Autorité de la concurrence, l'opération entre ces deux partenaires de longue date se veut hautement stratégique. Elle permettrait en effet à Log's et Deret de se positionner parmi les leaders du secteur, avec une expertise multisectorielle en France et à l'international. Ils interviendraient dans les secteurs de la mode, du luxe, de la cosmétique, de la pharmacie ou encore de l'agroalimentaire et de l'automobile. Concrètement, la nouvelle entité prendrait la forme d'une société SAS commune. Le groupe Deret Logistique en



détiendrait 60% du capital, et la Financière Logistique Grimonprez les 40% restants. La direction générale reviendrait à Lina Deret, actuelle présidente du logisticien saranais. Tandis que le fondateur de Log's Franck Grimonprez (photo) assurerait la présidence de la nouvelle entité. Ce dernier serait également nommé Dg de Deret Operations et Services. Réunis, Log's et Deret constitueraient un ensemble de plus de 5 800 salariés, réalisant un demi milliard d'euros de chiffre d'affaires, et à la tête d'un parc de plus de 210 ha d'entrepôts en France et dans le monde. De son côté, Log's - qui a récemment inauguré un campus dernière génération à Wattrelos - emploie 3 300 collaborateurs et gère 130 ha d'entrepôts logistiques dans le pays et à l'international ■ **J.K.**

Maxi Group s'érige en promoteur immobilier

Outreau. Le groupe de BTP fait ses premiers pas dans la promotion. Il commence fort avec un premier programme de 5 000 m², à Boulogne-sur-Mer, pour lequel il investit 14 M€.

Lorsqu'il s'agit de croissance, Adem Beyazit montre un appétit insatiable. Après avoir bâti Maxi Group à Outreau en 2013, maison-mère de trois filiales, le dirigeant trentenaire dévoile son nouveau projet : la promotion immobilière. Une nouvelle corde à son arc pour laquelle Adem Beyazit a fondé une filiale *ad hoc*, Maxibat'Immo. La jeune société pilote d'ores et déjà son tout premier programme mixte au port de Boulogne-sur-Mer. Il s'agit d'un bâtiment de 5 000 m², élevé sur huit étages, actuellement en construction. A sa livraison, espérée au troisième trimestre 2024, l'immeuble ouvrira ses portes sur 300 m² de cellules commerciales en rez-de-chaussée, des espaces de co-working, trois plateaux de bureaux (tous vendus) totalisant 1 800 m²,

ainsi que 39 logements. Dans cette première opération, Adem Beyazit investit 14 M€.

Le carnet de commandes de Maxibat'Immo affiche déjà 20 M€ de programmes pour 2023. En rythme de croisière, son dirigeant vise la construction en propre de 300 logements « *de haut standing* », chaque année, sur la Côte d'Opale. En parallèle, l'entrepreneur d'origine turque souhaite compléter son activité en répondant à des appels d'offres, notamment de bailleurs. « *J'ai l'ambition de faire de Maxibat'Immo un des leviers de croissance de Maxi Group* », confie-t-il.

Aujourd'hui, le groupe compte 200 salariés, pour 30 M€ de chiffre d'affaires cumulés l'an dernier. Lors d'une rencontre avec Eco121 en 2019 (n°95), le fondateur de Maxi Group comptait

Maxibat'Immo livrera son tout premier programme fin 2024 sur le port de Boulogne-sur-Mer.

une centaine de collaborateurs et un volume de transactions de 13 M€. Pour cette année, le groupe de BTP affiche 45 M€ de chantiers au carnet de commandes. Objectif fin 2023 : 60 M€, Maxibat'Immo compris ■ **J.K.**





90

**CIC élu Banque
N°1 de la relation client***

**C'est sans doute parce que près de
90%** de nos décisions de crédit
sont prises en agence.**

*Étude 2022 réalisée par BearingPoint-Kantar.



Construisons dans un monde qui bouge.

> *La vie des start up / Vous êtes une startup et vous avez une grosse actu ?*
 Contactez-nous : redaction@eco121.fr

Livraison à domicile : Yper bientôt rachetée



Le roubaisien Yper annonce être en négociation exclusive avec le logisticien et spécialiste de la livraison de colis Hopps Group, basé à Aix-en-Provence. Ce dernier devrait prochainement devenir l'actionnaire majoritaire, aux côtés des fondateurs Jacques Staquet, Cédric Tumminello et des actionnaires historiques. Fondée en 2016, Yper a mis au point une plateforme collaborative de livraison à domicile pour particuliers et commerçants. La start up de 50 salariés opère dans plus de 5 000 villes françaises grâce à une communauté de plus de 150 000 inscrits réalisant des livraisons de proximité. De son côté, Hopps Group emploie près de 20 000 personnes en France réparties dans trois sociétés ; Dispeo (logistique e-commerce), Adrexo (sous-traitance de livraison de colis) et Drive to Home (livraison de courses à domicile).

“YPER VEUT DEVENIR LEADER DE SON SECTEUR”

C'est cette dernière qui devrait fusionner avec Yper dont elle gardera le nom, en vue de créer « *le premier opérateur de livraison collaborative et professionnelle* » capable de répondre à toutes les attentes de livraison à domicile. Les deux acteurs entendent mener un développement à marche forcée en France, avant d'attaquer l'étranger. Objectif ? « *Nous permettre de nous positionner comme un leader sur le secteur de la livraison à domicile* », répond Jacques Staquet. Sur sa feuille de route, l'accélération de la captation de nouveaux clients de type enseignes de grandes et moyennes surfaces (GMS) et commerçants. Jacques Staquet présidera la nouvelle société. Il comptera sur deux Dg délégués en la personne de son associé Cédric Tumminello et d'Eric Samson, cofondateur de Drive to Home.

Solarcrop, l'irrigation raisonnée selon Sencrop

L'agtech lilloise Sencrop diversifie son catalogue de solutions agro-météo connectées. Après le pluviomètre Raincrop et l'anémomètre (mesure du vent) Windcrop, Sencrop dévoile un capteur d'irradiance



connecté. Développée avec le leader mondial des solutions d'irrigation de précision Netafim et brevetée, la station Solarcrop mesure le rayonnement solaire, calcule en temps réel l'évapotranspiration des terres et génère un bilan hydrique. De quoi permettre aux agriculteurs d'ajuster la quantité d'eau de leurs parcelles pour une irrigation précise. La société de Martin Ducroquet et Michael Bruniaux dispose d'un réseau de 25 000 stations, installées dans 25 pays et utilisées par plus de 18 000 agriculteurs, viticulteurs, ou encore coopératives. En six ans d'existence, Sencrop est devenue leader des solutions connectées aux parcelles.

Bureau consigné

Fondée en 2019 par Franck Royer et Pierre Devred, La Consignerie livre aux particuliers de la métropole lilloise plus de 800 produits locaux et bio en 100% consignés. Incubée à Euralimentaire, la start up, à la tête de 17 salariés, vient d'étendre son offre aux

entreprises et aux collectivités métropolitaines. Elle leur propose de leur fournir paniers de fruits de saison, snacks sucrés et salés d'artisans locaux, et bien d'autres solutions zéro déchets (déjeuners, afterwork, service traiteur...) pour leurs pauses cafés et événements.

Jeu vidéo : le nordiste Time Rift à l'export

Charlérie Tillard et Simon Hembert ont démarré sa conception en 2015, lors de leur 3e année d'études au Pôle IID, école des industries créatives de Roubaix. Après une incubation à Plaine Images deux ans plus tard et de multiples récompenses - dont le prix de l'Excellence en Game Design du Festival BIC en Corée du Sud, le jeu vidéo Time Rift franchit nos frontières régionales. Il propose au joueur de se mettre dans la peau d'un ex-hacker reconverti en testeur en sécurité. Sa mission : manipuler le cours du temps pour renverser la mégacorp VaultCo. Disponible sur PC à 9,99€, Time Rift est développé en français, anglais, allemand, chinois, portugais brésilien, russe et espagnol. Un jeu produit par le studio tourquennois Abiding Bridges et soutenu par Pictanovo.



6

C'est le nombre de start up nordistes lauréates du concours « *10 000 start up pour changer le monde* ». Cette année, nos pépites régionales désignées comme futures championnes de la French Tech sont Vaxinano, EPPUR, Core for Tech, Inodesign, Stirrup et Induo. A l'heure où nous écrivons ces lignes, la finale de ce concours national n'avait pas encore eu lieu.

Neuro-imagerie à l'italienne

Le fabricant Seenel Imaging signe un accord exclusif avec le commercial EMS Medical pour le déploiement de son dispositif unique et breveté MedelOpt en Italie. Ce dernier est une technologie non-invasive qui permet d'enregistrer l'activité électrique des neurones et la réponse hémodynamique liée à cette activité cérébrale. Basée à Amiens et Tourcoing, Seenel Imaging a été créée en 2018 par Thomas Fontaine et Pr Fabrice Wallois. Ce sont les 15

années de recherche en neuroscience menée par ce dernier qui ont permis à MedelOpt, commercialisé en France depuis 4 ans, de voir le jour.

Bar géolocalisé

Depuis son lancement en octobre dernier, l'appli Out - créée par la start up lilloise éponyme - a déjà conquis plus de 8 000 utilisateurs actifs. Son but : payer sa consommation dans les bars partenaires, mais aussi permettre aux « outters » de géolocaliser en temps réel le bar où se trouvent leurs amis



(inscrits sur Out). Gaston Lamiaux et Matthieu Facchetti, les fondateurs de 20 et 22 ans, comptent à ce jour une

quarantaine de bars partenaires à Lille, Paris et Nantes. Ils lanceront Out en Espagne courant mai avec 10 bars partenaires. Une croissance dynamique qui s'observe aussi à travers le millier de nouveaux utilisateurs inscrits chaque

semaine. Aux côtés des jeunes entrepreneurs, deux Business Angels qui leur ont permis de lever 300 K€ au lancement.

Caoutchouc circulaire

L'ambitieuse jeune pousse Revival (Le Touquet) vient d'être désignée lauréate du Challenge Innovation de l'éco-organisation Refashion/So science. La spécialiste du recyclage de chaussures est primée pour son démonstrateur d'utilisation de polymère



élastomère - issu du recyclage de semelles de baskets usagées non réutilisables - pour des applications de sous-couche parquet. Une innovation d'économie circulaire menée en partenariat avec le leader français sur les marchés des briques de mur et briques de cloison en terre cuite Bouyer Leroux, basé en Maine-et-Loire.

1,5 M€

Tel est le montant du tout premier tour de table de Miam, bouclé auprès d'investisseurs privés. La société, créée en 2019, a mis au point une solution logicielle dotée d'IA qui permet de simplifier l'expérience des courses en ligne. Intégrée aux sites drive des enseignes alimentaires, elle propose aux clients, au fur et à mesure de leur navigation sur le site, des idées de recettes personnalisées dont les ingrédients peuvent être ajoutés au panier en un clic.

Avec cette levée de fonds, Miam ambitionne de passer de 8 à 17 collaborateurs et de dépasser le million d'euros de chiffre d'affaires cette année. Sa solution a déjà conquis Cora et Super U. La première propose le service dans 200 de ses points de vente et prévoit de le déployer progressivement sur ses 850 implantations. Le gain est non négligeable : grâce aux recettes proposées par Miam, le panier moyen enregistre un bond de 25 à 40%.

Japet s'offre un nouveau site pour passer la surmultipliée

Doubler voire tripler dès cette année, et attaquer l'international. Les objectifs de Japet sont clairement affichés sur sa feuille de route. Deux après la commercialisation de son exosquelette contre la lombalgie, le fabricant loosois a le pied sur l'accélérateur. A l'étroit dans ses locaux historiques, Japet s'offre un nouveau site, en location, toujours sur le Parc Eurasanté. 500 m2 qui lui permettront d'accroître sa capacité de production pour un chiffre d'affaires tenu secret, et d'accueillir ses 30 collaborateurs dans de meilleures conditions.

L'an dernier, la société née en 2015 a produit 300 exosquelettes. « Nous souhaitons doubler la production dès cette année », indique Antoine Noël, dirigeant cofondateur avec Damien Bratic et Amélie Blondeaux. Innovant et unique, l'exosquelette Japet est breveté à

l'international. Il allie sciences médicales et robotique moderne pour diminuer l'impact des charges lourdes, des tâches répétitives et des postures contraignantes des salariés de l'industrie, du BTP, de la logistique ou encore de l'agroalimentaire. D'après

l'Assurance Maladie, le mal de dos représente 20% des accidents de travail, soit 170 000 accidents en 2017. Les enjeux sont donc importants. « Le marché français des exosquelettes enregistre une croissance de 50% par an », note Antoine Noël. Sa société fait face à une demande de plus en plus forte en France

et à l'international. Japet est par exemple très sollicité en Asie, mais aussi en Allemagne en raison de son activité industrielle. Le Nordiste commercialisera ses exosquelettes outre-Rhin dès cette année. « Nous avons également une forte demande de l'Amérique du Nord. Mais pour des raisons financières, nous ne pouvons pas encore y répondre. Mais c'est un de nos projets à moyen terme », confie le dirigeant. Également à moyen terme, certainement dès 2024, la sortie d'un exosquelette Japet dédié aux particuliers.



“NOUS SOUHAITONS DOUBLER LA PRODUCTION DÈS CETTE ANNÉE”



Artéka opère un joli démarrage dans le médical et le militaire

1 M€ au minimum. C'est le montant qu'Artéka doit lever très rapidement pour accélérer le développement de son outil d'analyse d'images grâce à l'Intelligence Artificielle. Sa technologie laisse entrevoir de réelles avancées dans deux domaines particuliers, la santé et le militaire.

Dans l'univers médical, Artéka a déjà lancé, dans le cadre d'un appel à projets d'Eurasanté, un programme de recherche en partenariat avec le CHU d'Amiens, concernant la détection précoce des cancers de la vessie. « *L'un des plus complexes à détecter et des plus coûteux à traiter* », souligne Cyrille Chaidron, cofondateur de l'entreprise en 2020 au côté de Sébastien Lermenier. Leur équipement, baptisé Détecteur d'Artefacts Portable (DAP), a permis lors des tests de détecter 80% des anomalies sur les images prises par endoscopie. « *Cette phase doit être suivie par le lancement d'un programme plus ambitieux associant les CHU de Lille, de Strasbourg, de Tours et de Paris, afin de récolter le maximum de données qui viendront nourrir l'algorithme et affiner encore*

Créée il y a un an et demi à peine, la start-up amiénoise multiplie les projets dans l'analyse d'imagerie pour la santé et le militaire. Première levée de fonds déjà en vue ainsi qu'une quarantaine d'emplois.

Des tests concluants ont été menés dans la détection d'engins explosifs

la précision de notre outil », explique le dirigeant. Le DAP constitue une véritable technologie de rupture, aucun système d'aide à la détection et d'analyse du niveau de dangerosité des anomalies n'existant à ce jour pour les phases de diagnostic. « *Nous espérons ensuite étendre cette méthodologie à d'autres cancers, ceux du poumon ou de la gorge par exemple* », annonce Cyrille Chaidron.

Concernant le secteur militaire aussi, la technologie d'Artéka - pour l'heure encore au stade du prototype - suscite un réel intérêt. Des tests concluants ont été menés dans le domaine très spécifique de la détection de mines ou d'engins explosifs improvisés (IED). Pour cette spécialité, Artéka envisage de développer un Rover spécialement équipé, capable

de repérer les anomalies du terrain, sécurisant ainsi les opérations de déminage. Pour le développer, la start-up souhaite s'adosser à des industriels du secteur (des contacts sont déjà en cours), bénéficier de l'appui de fonds spécialisés, ainsi que du concours des dispositifs régionaux d'aide à l'innovation. L'entreprise évalue à 1 M€ les besoins en R&D à mobiliser. « *Nous avons déjà été approchés par des investisseurs des Emirats Arabes Unis ou américains. Nous sommes donc à un tournant stratégique car au-delà de la levée de fonds, nous avons besoin d'expertise, la santé comme le militaire constituant des secteurs très réglementés* », analyse Cyrille Chaidron.

Artéka, qui a réalisé 100 K€ de chiffre d'affaires au cours de son premier exercice, veut aller vite pour conserver une longueur d'avance en matière d'analyse d'imagerie. Elle compte ainsi renforcer très rapidement ses équipes de développeurs, ingénieurs et spécialistes en IA, pour industrialiser sa solution.

Selon le chef d'entreprise, 40 recrutements devraient être menés dans les quatre ans à venir ■ **G.R.**

CHIENS GUIDES D'AVEUGLES



CENTRES PAUL CORTEVILLE

Depuis 70 ans, l'Association Chiens Guides d'Aveugles - Centres Paul Corteville **améliore** et **sécurise** le déplacement des personnes non ou malvoyantes en leur remettant, **gratuitement**, des **CHIENS GUIDES** ou des **CANNES ÉLECTRONIQUES**.

L'Association **ne vit que de dons et de legs** et exerce ses activités sur **14 départements**.



SCANNEZ MOI

SOUTENEZ LA FORMATION DES CHIENS GUIDES EN VOUS ENGAGEANT À NOS CÔTÉS !

WWW.CHIEN-GUIDE.ORG

Association Chiens Guides d'Aveugles - Centres Paul Corteville
ÉCOLE NORD DE FRANCE - 295 rue de Lille - BP 60088 - 59435 Roncq Cedex



Yannick Sené détient les clés du redressement de Tub 2000 & TS

La prospère menuiserie métallique et la serrurerie valenciennoise a failli disparaître avec le décès de son dirigeant. Tub 2000 & TS vient d'être reprise par Yannick Sené. Avec déjà plusieurs succès majeurs.

Conception de portes métalliques monumentales pour les Grands Moulins de Paris à Marquette-lez-Lille, installation de garde-corps au sein de la résidence Le Jardin du Carmel à Douai, nouveaux contrats remportés auprès de grands donneurs d'ordres du bâtiment... Ces dernières semaines, l'entreprise Tub 2000 & TS est présente sur tous les fronts. Créée en 1983 et située à La Sentinelle, près de Valenciennes, cette PME spécialisée dans la menuiserie métallique et la serrurerie revient pourtant de loin. Habitée à générer un chiffre d'affaires annuel de 2 M€ et rentable, elle s'était en effet retrouvée en grande difficulté l'été dernier à la suite du décès brutal de Guillaume Gourdin, son dirigeant et fils du fondateur, à l'âge de 44 ans. Alors que les carnets de commandes commençaient à se vider et que les rentrées d'argent se raréfiaient, l'horizon s'est toutefois vite éclairci pour les 26 salariés de l'entreprise grâce à l'identification rapide d'un potentiel reprenneur : Yannick Sené. En quête d'un projet entrepreneurial dans la région après une première expérience de même nature au début des années 2000 et une trentaine d'années passées en tant que consultant ou responsable dans l'industrie (ferroviaire, automobile, pharmaceutique...), ce quinquagénaire, qui a notamment travaillé chez Bombardier Transport à Valenciennes, prend connaissance de la situation de Tub 2000. « Un ami m'a prévenu début juillet que cette belle entreprise cherchait un reprenneur, explique son nouveau président. Je me suis immédiatement rapproché de sa société d'expertise-comptable

qui, après m'avoir confirmé le projet de vente, m'a invité à reprendre contact avec elle à la rentrée. » Mais, lorsque Yannick Sené se manifeste début septembre, il apprend que la PME est en passe d'être placée... en redressement judiciaire ! « L'administrateur judiciaire m'a alors indiqué que je pourrais faire une offre devant le tribunal de commerce dans le cadre d'un plan de cession, à la condition cependant de conserver l'intégralité des effectifs », poursuit-il. Ce sera chose faite.

600 K€ investis

Par jugement en date du 15 novembre 2021, Yannick Sené devient officiellement actionnaire majoritaire (70%) de la société, renommée Tub 2000 & TS – pour traitement de surfaces. Détenant chacun une participation de 15 %, deux associés l'accompagnent :

Benoit Schill et Guillaume Claisse, respectivement dirigeants de Valengreen (génie climatique, près de Valenciennes) et de la Société de tuyauterie européenne et de process (Liévin). Un tour de table qui confère à l'entreprise une plus grande force de frappe financière. « Certes, le coût du rachat de Tub 2000 à la barre du tribunal s'est limité à 7 001 € (reprise de l'actif uniquement), signale Yannick Sené. Mais nous avons réinvesti 600 K€ pour redémarrer l'activité, qui était à l'arrêt complet en octobre dernier. » Afin de réunir cette enveloppe, les trois associés ont injecté une partie de leurs ressources propres et souscrit des lignes de financement, dont deux crédits auprès de deux banques historiques de l'entreprise et un prêt d'honneur octroyé par le Réseau Entreprendre.

Si l'entrepreneur se donne encore quelques semaines avant de dresser un bilan préliminaire, il ne masque pas son optimisme, malgré l'envolée des prix des matières premières (essentiellement le métal), qui pèsent à hauteur d'un tiers environ de son chiffre d'affaires, et du gaz. « A ce jour, nous avons déjà dégagé 420 K€ de ventes et sommes en bonne voie pour atteindre notre objectif de 1,8 M€ pour 2022 », se réjouit-il. Tub 2000 & TS vise un retour au-delà du seuil de 2 M€ « d'ici deux à trois ans »

■ Arnaud Lefebvre

Le reprenneur vise un retour au-delà des 2 M€ d'activité dans les deux à trois ans.





Votre histoire stimule le futur.

CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE



BANQUE
PRIVÉE

Toutes les histoires d'entrepreneurs sont singulières. Certaines s'enracinent depuis plusieurs générations. D'autres sont plus récentes, comme celles de start-up promises à un avenir robuste.

Ces histoires, pourtant différentes, provoquent la même prise de conscience.

Celle de démontrer que c'était possible. Avec une conséquence positive immédiate, celle de stimuler le futur.

Stéphanie Olié : Directrice Banque Privée - 06 82 82 37 28* - stephanie.olie@hdf.caisse-epargne.fr**

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L. 1413-1 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à direction et conseil d'administration - 40 rue de Normandie - Capital social de 1 200 000 000 € - Siège social 2101 Parc de Normandie 91777 Evry - 363 000 000 000 ligne InfoService - 0800 00 00 00 - Banque Privée - Février 2022

CAISSE D'ÉPARGNE
HAUTS DE FRANCE



Les Enfants de Vauban distillent leurs bons breuvages

Christian Delobelle. Passionné par les vieux alambics, il a créé sa distillerie à Somain, en 2020. Et part déjà au grand export.

Christian Delobelle est un touche-à-tout. Après des études en mécanique générale, il débute sa carrière en bureau d'études avant de concrétiser son «rêve de gosse»: rejoindre la Légion étrangère. Contraint, en raison d'une blessure, de quitter ce corps de l'Armée au bout de deux ans, il décroche un MBA à l'Edhec et entame un parcours qui l'amène à traiter de problématiques d'organisation industrielle et de redressement d'entreprise. Bien loin de l'univers de la distillerie. Le projet émerge en 2019. «A la suite d'un accident, je me retrouve alité durant onze semaines, raconte l'ex militaire, aujourd'hui âgé de 45 ans. Pendant ce temps, je lis beaucoup.» Dont des livres sur la distillation. «Je me dis alors que j'aimerais évoluer dans ce domaine, et ma femme me soutient dans cette démarche.» Quelques jours plus tard, Christian Delobelle achète un premier alambic et commence à distiller dans

son garage. Et crée dans la foulée avec un associé, Jérémy Le Quément (5 % du capital), «Les Enfants de Vauban». En hommage au marquis du même nom. «Je suis originaire de Gravelines, qu'il a fortifiée. J'ai aussi fait mes études à Lille, où il a construit la citadelle. Dans le Nord-Pas de Calais, ses œuvres sont présentes partout, et sa renommée est nationale.»

Les deux hommes dénichent ensuite un local de 400 mètres carrés, à Somain. Ils y installent plusieurs alambics, «de vieux modèles français fonctionnant au feu de bois», précise Christian Delobelle. La distillerie connaît un succès rapide. «Rentable dès l'origine, elle a dégagé un chiffre d'affaires de 250 K€ l'an dernier et nous vi-



sons 400 K€ cette année.» Une trentaine de références sont aujourd'hui vendues (absinthe, gin, eau de vie, rhum, vodka), en France et en Belgique. Mais Christian Delobelle voit plus loin. «Je reviens d'un salon à New York, où j'ai reçu des marques d'intérêt pour nos produits de la part de professionnels originaires des Etats-Unis, d'Australie, de Hong-Kong et Singapour.» La distillerie va très prochainement se lancer au grand export, avec une ambition précise: «Devenir la plus grande distillerie artisanale de France». Venant d'acquiescer la Brasserie Saint-Amand, Christian Delobelle entend également rassembler celle-ci et la distillerie sur un même site, et élargir l'offre de services avec, par exemple, une formation en distillation et la conception d'un atelier de création et réparation d'alambics. Et le quadra de prévenir: «Lorsque j'en aurai marre de distiller, je passerai à autre chose!» ■ **Arnaud Lefebvre**

Grâce au crédit carbone, TerraTerre favorise une agriculture plus durable

Mathieu Toulemonde propose aux entreprises de financer des projets de réduction de CO2 portés par des agriculteurs français. En échange de crédits carbone certifiés par l'Etat.

Jean-François Deneuille est agriculteur à Villeneuve d'Ascq. Il effectue actuellement la transition de ses 60 ha de terre vers l'agriculture bio. La conversion est coûteuse. Mais depuis peu, il est soutenu par la marque de prêt-à-porter Balzac Paris. Celle-ci s'est engagée à créer chaque mois un produit éco-responsable, dont 10% des ventes permettront à Jean-François d'acheter des outils de désherbage mécanique, ou de compenser l'arrêt des produits phytosanitaires. A l'origine de cette collaboration, l'entreprise à mission TerraTerre créée en mai dernier par Mathieu Toulemonde, 34 ans. De retour en région après un séjour de 4 ans à Hong Kong, l'entrepreneur a mis au point une plateforme qui recense les projets d'agriculteurs souhaitant réduire leur empreinte carbone. L'objectif est de rendre ces projets visibles auprès des entreprises qui cherchent

quant à elles à compenser leurs émissions de CO2. En échange de leur soutien financier sur cinq ans, elles reçoivent des crédits carbone certifiés par le Ministère de l'écologie.

«La dynamique s'accélère. De plus en plus d'agriculteurs veulent s'engager dans l'évolution de leur pratique», confirme Mathieu Toulemonde, qui a reçu environ 100 K€ en prêt d'honneur de la part de Hodefi et du réseau Entreprendre Nord. Sa start up est incubée au Village by CA et accélérée chez Hectar à Paris, structure de Xavier Niel dédiée à l'agriculture régénératrice et à l'alimentation durable.

TerraTerre a déjà mis en relation un millier d'agriculteurs français, dont 150 en région, avec une dizaine d'entreprises - OVHcloud, Carrefour, le Crédit Agricole, l'ESN nordiste Norsys ou JCDecaux. La jeune pousse s'octroie une commission sur chaque contrat



d'engagement agriculteur-entreprise. Son modèle économique repose aussi sur l'organisation de visites d'exploitations des agriculteurs qu'elle accompagne. Partenaire de Chambres d'agriculture, de coopératives ou encore de négociants, TerraTerre vise un déploiement en Europe dès septembre. Avec une dizaine de salariés fin 2022, contre 6 aujourd'hui ■ **J.K.**

Elles mettent de l'économie circulaire dans le bonnet

Marie Thieffry et Margaux Plus. Elles parient sur la remise à neuf de soutien-gorge haut de gamme.

Marie est diplômée de l'Edhec, Margaux ingénieure HEI. Les deux jeunes femmes ont chacune eu une première expérience professionnelle mais se sont retrouvées un jour, par les hasards des circonstances, à partager cette idée, bien dans l'air du temps : beaucoup de soutiens-gorge traînent dans les placards, inutilisés, et pourraient avoir une deuxième vie. Il suffit pour cela de les remettre à neuf, de restaurer qui une fermeture, qui une armature, de rajouter une dentelle et de les remettre en circulation. Curieusement, à l'heure de l'économie circulaire tous azimuts, cette offre n'existe pas pour les soutiens-gorge. « *Car c'est un produit complexe, qui contient du métal, du plastique, du tissu, et qui ne se recycle pas* », explique Margaux Plus. Un beau défi pour l'ingénieure et son associée, qui décident d'en faire un projet de société, Abracadabra Upcycling,

accompagnée par l'incubateur de l'Edhec. Ses statuts sont en cours de dépôt tandis qu'une campagne de crowdfunding, lancée sur la plateforme Ulule, avait déjà enregistré fin mars plus de 800 pré-ventes, explosant l'objectif initial de ... 100.

Le modèle retenu se fonde sur une



collecte volontaire – sans contrepartie – dans différents points de collecte. Abracadabra démarre avec un stock de plus de 6 000 pièces, trié pour garder les lingeries les plus haut de gamme et en meilleur état. La remise à neuf d'un soutien-gorge est évalué à 15 minutes en moyenne, une tâche qui devrait être externalisée à l'avenir. Puis les pièces rénovées sont mises en vente avec trois niveaux de prix : 25, 35 et 45 euros, selon la marque, le produit, la qualité. Le tout pour offrir des produits de qualité, accessibles à toutes les femmes, dans une logique écoresponsable, en phase aussi avec la loi AGECC contre le gaspillage. Au-delà de ce qu'elles revendiquent comme « *le premier soutif zéro déchet* », les jeunes femmes ont d'ailleurs déjà d'autres idées pour prolonger l'aventure avec des culottes, cette fois récupérées ou créées à partir de stocks dormants de dentelliers ■ **François Prillieux**

EDHEC
BUSINESS SCHOOL

PAR NATURE, LA FINANCE ET LE CLIMAT N'ONT PAS GRAND-CHOSE À VOIR.

VRAIMENT ?

Aujourd'hui, les professionnels de la finance doivent combiner expertise financière et économie durable.

Notre nouveau MSc in Climate Change & Sustainable Finance, en partenariat avec MINES ParisTech, est destiné à former une nouvelle génération de professionnels de la finance, dotés des compétences et de l'engagement nécessaires pour réussir la transition vers une économie à faible émission de carbone.

*Make an impact**

*Partnership with MINES ParisTech



Ondine PrévotEAU

AVOCAT ASSOCIÉE BIGNON LEBRAY

Dans la vie de nos clients, l'histoire de leurs entreprises, tout ne se règle pas toujours par une discussion amiable, entre chefs d'entreprises attentifs des difficultés rencontrées par l'autre.

Malgré le développement des Modes Alternatifs de Règlement des Conflits (MARC), il arrive parfois que, pour des raisons d'interprétation du droit ou des faits, la voie contentieuse soit la seule issue pour débloquer un litige. En effet, afin de négocier et a fortiori pour trouver un accord et signer un protocole, il faut être deux autour de la table, parfois beaucoup plus même, mais jamais tout seul.

Pour ces dossiers, qui ne se régleront que par un contentieux, il y a ce moment où s'impose un constat d'échec des discussions et où nos clients ont un choix à faire : attendre d'être - éventuellement - assigné et devenir défendeur au procès, ou prendre l'initiative de saisir le tribunal et de devenir de-



“La recevabilité des arguments juridiques va dépendre des pièces produites par les parties au soutien de leurs prétentions.”

Contentieux judiciaires : et si nous construisions un puzzle ?

mandeur.

Or, bien soumettre son litige à l'arbitrage d'un tribunal, ce qui s'anticipe et se prépare en amont. Dans le cadre du procès qui va s'ouvrir, il s'agira, tout au long du temps de la mise en état, de construire, avec notre client, le dossier qui sera, à son terme, plaidé et transmis au tribunal.

Dans cette construction, la recevabilité des arguments juridiques va dépendre des pièces produites par les parties au soutien de leurs prétentions. Ainsi, disposer des contrats, des factures et des documents juridiques, signés et bien rédigés, est un prérequis essentiel. Mais

tous les éléments peuvent avoir leur importance et notamment les échanges

entre les parties dans la phase précontentieuse.

C'est pourquoi dès les premiers échanges, il est indispensable d'avoir à l'esprit que le dossier se réglera peut-être par un contentieux, et de travailler chaque échange comme la pièce d'un puzzle plus large. Notre mission de conseil se réalise ainsi souvent dans l'ombre dans un premier temps.

Elle ne s'arrête pas lorsque le dossier devient contentieux. En effet le contentieux judiciaire ne se limite pas à saisir un tribunal pour faire juger un dossier. Il recouvre également toutes les actions qui peuvent être entreprises en amont, ou en parallèle d'un litige : mesures conservatoires, saisies, incidents, expertises, etc. L'éventail des procédures judiciaires envisageables est très large et chacune constitue, également la pièce d'un puzzle plus large.

Alors dès le précontentieux, pensez à construire votre puzzle !

Bruno Platel

AVOCAT ASSOCIÉ CAPSTAN AVOCATS

Vers un équilibre dans la représentation femmes/hommes des instances dirigeantes

La loi Rixain du 24 décembre 2021 impose progressivement aux entreprises une représentation équilibrée des femmes et des hommes à la fois dans les instances dirigeantes et chez les cadres dirigeants.

Ainsi, la loi prévoit une représentation minimale de chacun des deux sexes de 30% à compter du 1er janvier 2026 portée à 40% à compter du 1er janvier 2029.

Sont seules concernées les entreprises qui emploient au moins 1000 salariés pour le troisième exercice consécutif. Cette condition d'effectif s'apprécie au niveau de la seule entreprise et non au niveau du groupe.

La loi prévoit une entrée progressive dont la première étape impose à l'entreprise dès 2022 de publier les éventuels écarts de représentation entre les femmes et les hommes dans les instances dirigeantes et chez les cadres dirigeants, cette information donnant



“Un cadre en forfait jours ne pourra être valablement identifié comme cadre dirigeant”

lieu dès 2023 à une publication sur le site internet du Ministère du Travail.

Les modalités d'application de cette obligation nouvelle suscitent de multiples questions dont certaines devraient être traitées par un décret d'application d'ores et déjà très attendu.

A ce stade, on doit notamment retenir que l'instance dirigeante vise toute instance mise en place au sein de la société, par tout acte ou pratique sociétaire tel que comité de direction, comité exécutif etc.. Ne sont pas visées les instances instituées par la loi tels que les conseils d'Administration ou le Directoire.

Le cadre dirigeant est défini par référence à la notion re-

tenu par l'article L3111-2 du Code du Travail qui identifie le cadre dirigeant par des critères de rémunération, d'autonomie et de pouvoir décisionnel emportant son exclusion de la réglementation de la durée du travail. Il en résulte qu'un cadre en forfait jours ne pourra être valablement identifié comme cadre dirigeant.

En cas de non-respect des quotas de 30% puis 40%, l'entreprise devra négocier ou à défaut adopter des mesures correctives et ce dès 2026.

C'est à partir du 1er janvier 2029 que l'entreprise qui n'atteindrait pas ces objectifs s'expose à une pénalité financière pouvant atteindre 1% de la masse salariale.

Si l'exposition à cette sanction potentielle est lointaine, c'est dès maintenant que l'entreprise doit mettre en œuvre la publication des 2 index et identifier un plan d'actions adapté pour attendre l'objectif requis par la loi.

Nature soufflée

Plongée dans l'océan, dans une flore exubérante ou encore dans le monde microscopique. Approchez d'un peu plus près cet oiseau aux plumes de verre, ou ces araignées au corps de verre et aux pattes métalliques. Une excursion signée MusVerre à travers l'expo Cabinet de Curiosités. Laquelle explore aussi nos objets du quotidien, avec une série de créations également en verre soufflé. **Jusqu'au 21 août. Du dimanche au mardi, de 11h à 18h. Tarifs : 6€/8€.** 76, rue du Général de Gaulle, Sars-Poteries 03 59 73 16 16 - musverre@lenord.fr

Complicités musicales

Brahms au violon et violoncelle, symphonie n°8 de Beethoven, et enfin présentation de Saito, œuvre co-créée par l'ONL, le FRAC régional et le CNSMD de Paris. C'est le riche programme que proposent l'Orchestre de Picardie et l'ONL pour clôturer ce mois d'avril. Le tout, sous la direction du chef d'orchestre néerlandais Arie van Beek. Rendez-vous à l'Auditorium du Nouveau Siècle.

Vendredi 29 avril, 20h
1h30 env. avec entracte
6 à 55€. **Billetterie :**
onlille.notre-billetterie.com -
03 20 12 82 40

Espaces et langages

La franco-suisse Agnès Thurnauer allie ses « Matrices » et quelques-unes des œuvres emblématiques du LaM pour donner naissance à un parcours immersif et sonore. Depuis plus de 40 ans, l'artiste explore à travers ses peintures et sculptures les relations entre espace et langage. Un dialogue à retrouver tout au long de l'expo « A comme boa ».

Jusqu'au 26 juin. Du mardi au dimanche, de 10h à 18h
5€ ou 7€. www.musee-lam.fr - 03 20 19 68 68

Décennie festive

2012 a connu l'inscription du Bassin minier au patrimoine mondial de l'UNESCO, suivie de l'ouverture du Louvre à Lens. Pour l'occasion, le territoire prévoit 10 week-ends festifs, dès le 6 avril. Partez à la rencontre du Scribe accroupi, de 400 œuvres romaines ou encore de Trois siècles d'histoire de mineurs au Louvre-Lens. Aux quatre coins du Bassin minier, profitez également de concerts, de spectacles de danse, de pièces de théâtre ou encore du festival de cinéma en plein air Pépites noires.

Programmation complète sur www.jai10ans.com

Lille belge

Le musée des beaux-arts de Tournai accueille jusqu'en septembre une petite partie d'Utopia, la 6^e édition de lille3000. Direction la Belgique donc, pour découvrir Raffaella Crispino, Open Field, un « tableau spectacle » semé de récits et de graines. En région, Utopia se tiendra du 14 mai au 2 octobre.

Rue de l'Enclos Saint-Martin 3, Tournai
www.mba.tournai.be
www.lille3000.eu/portail/

Céramique vivante

La Piscine de Roubaix ouvre ses portes au Bestiarium du céramiste Johan Creten. Reconnu dans le monde pour son travail, l'artiste présente actuellement un ensemble inédit de 17 animaux en céramique. Sanglier englué dans une boue sanguine, pélican pétrifié, mouche endormie... Découverte d'un renouveau de la céramique, symbole d'un monde fait de conflits, de lutte, mais aussi de joies et d'espairs.

Jusqu'au 29 mai. Du mardi au dimanche dès 11h (13h le week-end).
roubaix-lapiscine.com - 03 20 69 23 60

Labanque marine

Labanque, centre culturel de Béthune, accueille une rétrospective des créations du plasticien nordiste François Andes. A travers l'expo Les Rêves Aquariums, l'artiste formé à l'École supérieure d'arts appliqués et textile de Roubaix, puis aux Beaux-Arts de Bruxelles, dévoile ses dessins, peintures, vidéos ou poésies réalisés entre 2015 et 2021. Un voyage proposé jusqu'au 4 décembre.

Du mercredi au dimanche, de 14h à 18h30. 3€/6€.
 44 place Georges-Clemenceau, Béthune.
 03 21 63 04 70

Calais fantastique

On connaissait déjà l'impressionnant Dragon de Calais. A partir du 9 avril, d'autres animaux fantastiques feront leur apparition en ville. Fabuleux et mystérieux, ils envahissent le musée des beaux-arts pour y associer les œuvres des musées et bibliothèques de la région régionaux à l'univers des bandes dessinées.

Musée des beaux-arts de Calais.
 Du 9 avril au 6 novembre.
www.mba.calais.fr/fr/ -
 03 21 46 48 40



Sphère Utopia de Claire Fanjul, marqueur Posca sur spère en bois massif de tilleul.

Le goût d'ÉCO121

Comme tous les mois, Didier Nicolas pose son regard indépendant sur un établissement de la région. Ce mois-ci les Hauts de Lille.



Les Hauts de Lille Du visuel, du visuel, rien que du visuel ...

Le gastronomique du Casino Barrière ne propose que 3 formules à l'aveugle, sous la houlette du chef Anthony Pichon, arrivé pendant la Covid.

Lorsque l'on a enfin trouvé son chemin dans ce merveilleux quartier, bijou de l'urbanisme contemporain standard et inhospitalier, l'on accède directement par ascenseur dans la belle salle du restaurant carrée, de forme et de mobilier élégants, dont les baies vitrées ouvrent, non pas sur la ville, mais sur l'immeuble d'en-face! Ce qui le soir n'est pas gênant.

L'accueil y est gracieux et stylé, et le sera durant tout le repas.

A la carte, pour l'entrée, on trouve l'énumération suivante: « mâche, cresson, saumon, fenouil, foie gras, radis, salade, betterave, courge, carotte, endives, avocat, gambas, saint jacques, ail du cap, magret de canard, moules de bouchot, ris de veau, anguille, oursin »! « *Sélection de produits de saison dont s'inspirera le chef* », car vous n'aurez pas le choix, il va « *inventer* » vos plats. Cela donne nos deux entrées: tartare de bar, tarama, algue, salicorne, etc., sous un disque de gelée de salicorne: hachage irrégulier de morceaux nerveux. Puis des escargots « de Comines » sous un « siphon » de pommes de terre

fumées sur flan d'ail, etc.; le siphon de pommes de terre donne une mouseline collante, et les escargots ne sont pas au mieux de leur forme, peu goûteux.

Pour les plats, passons sur l'énumération d'ingrédients à la Prévert, qui se renouvellera également pour le dessert, le saumon légèrement saumuré est tiédi à basse température, servi avec un beurre blanc, rougi à la betterave (sic) et la partie brune sous la peau (!), cela lui donne une texture molle peu agréable.

Le deuxième plat est un filet de bœuf, quart de topinambour « cramé », jus de viande corsé à la « fève de tonka », goût rappelant le chocolat amer, la caractéristique attendue du filet est d'être très tendre, ici, malgré une cuisson impeccable, il avait une raideur peu prisee.

Un avant-dessert composé d'une cuillère de granité d'ananas et glace à l'orange sanguine, précède un baklawa (pâtisserie nord-africaine à base de pâte, miel, et amandes, noisettes, pistaches..) « revisité », dans une boule de crème montée...

Peut-on parler de cuisine ostentatoire pour épater le parvenu? Où l'obsession du visuel et de l'épate dévie la technique et détourne l'attention au goût et à la texture, pour donner, au mieux, des assiettes jolies sans grande saveur, et souvent avec des techniques de base déficientes.

C'est dommage, car cela avait bien commencé avec, parmi les trois petites mises en bouche, des chips de pâtes de légumes en lanières et un tempura (beignet!) de sole, fort délicats.

Côté boissons, il est facile de préférer l'Anosteke à la Heineken en pression, et un côte de Castillon château Lacroix Lartigues, fort bien charpenté, compense les aléas de la découverte. La carte a également des références intéressantes comme les châteaux Patache d'Aux et Le Boscq, ou le chinon Les Gravinières.



LES HAUTS DE LILLE
Menus sans choix 49, 59,
69 € (3-5-7 services)
777 bis pont de Flandres
59777 Lille
Tél 03 28 14 45 00
www.hotelsbarriere.com

2022, J'AGIS MAINTENANT !

Plus que quelques mois pour profiter
du dispositif pinel dans les Hauts-de-France



Investissez
pour une participation mensuelle
à partir de **78€/mois** !

nexity.fr

0800 48 47 46

Service et appel gratuits



La vie ensemble



top!

**Nous accompagnons
vos innovations au sommet.**

ON CROIT EN VOUS. ON OSE ENSEMBLE

La Banque Populaire du Nord accompagne depuis toujours les entrepreneurs. Et qui dit entrepreneuriat, dit startup et innovation.

Nous avons à cœur de soutenir les acteurs de la réussite de demain : en mettant en relation les investisseurs et startupper, et en accompagnant les pépites depuis leur levée de fonds jusqu'à la FrenchTech 120 et le Next 40.

**DE VOTRE PREMIÈRE IDÉE
JUSQU'À LA FRENCHTECH 120
ET LE NEXT 40,
NOUS SOUTENONS
VOTRE CROISSANCE.**

**BANQUE
POPULAIRE** 
NORD